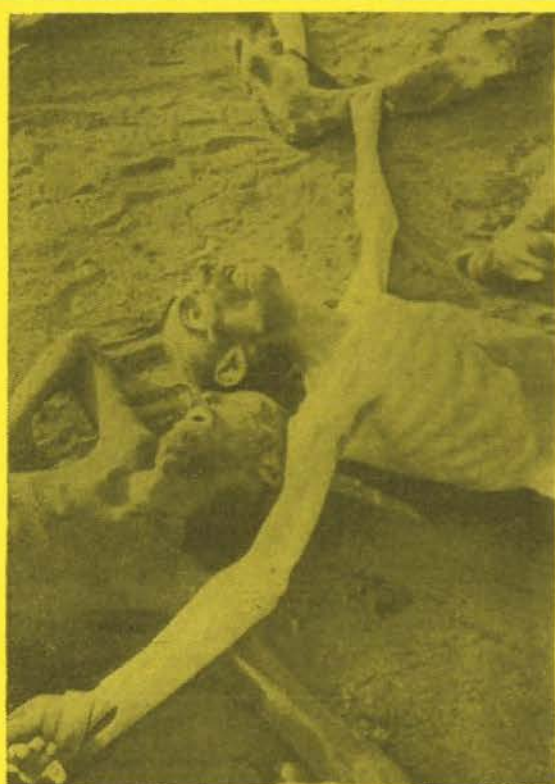


# LES CAMPS DE CONCENTRATION ALLEMANDS 1941-1945



**MYTHES PROPAGÉS**



**RÉALITÉS OCCULTEES**

Entretien exclusif  
avec  
V. Reynouard





**Herbert Verbeke** — Dans leur jugement rendu le 1<sup>er</sup> octobre 1946, les juges de Nuremberg ont déclaré à propos des camps :

Un certain nombre de camps de concentration possédaient des chambres à gaz pour l'exécution massive des prisonniers, dont les corps étaient ensuite brûlés dans des fours crématoires. Ces camps furent en fait utilisés à la « solution finale » du problème juif par l'extermination. Quant aux prisonniers non juifs, ils étaient presque tous astreints au travail, mais les conditions dans lesquelles celui-ci s'effectuait faisaient des mots travail et mort des synonymes. Les détenus malades ou incapables de travailler étaient, soit tués dans les chambres à gaz, soit envoyés dans des infirmeries spéciales où ils ne recevaient pas de soins médicaux ; ils y recevaient une nourriture encore pire que celle des prisonniers qui travaillaient et on les y laissait mourir [TMI, I, 247].

Cette thèse est-elle encore actuelle ?

**Vincent Reynouard** — Oui. De nos jours, cette version de l'Histoire continue à être véhiculée, notamment par les associations d'anciens déportés. Dans l'une de ses nombreuses brochures, ainsi, la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes (FNDIRP) écrit :

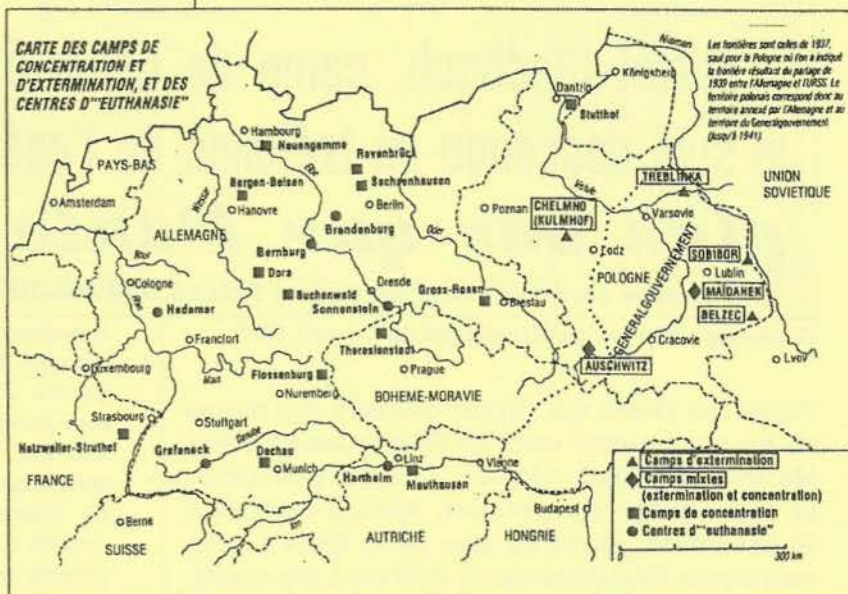
L'extermination de millions de juifs dans les chambres à gaz est, d'une certaine manière, indépendante des conditions d'existence concentrationnaire. Des convois entiers de déportés étaient gazés dès leur arrivée au camp. A Treblinka, par exemple, où il n'était pas rare qu'en un seul jour parviennent 10 000 déportés juifs, rien n'était prévu pour les abriter, moins encore pour les nourrir ne serait-ce que vingt-quatre heures. Le camp était conçu uniquement pour les exterminer sans délai [...].

Dans d'autres camps, ce sont les maladies de carence dues à la sous-alimentation et à l'épuisement par le travail forcé qui firent, en général, le plus de victimes. Les rations alimentaires, variables selon les camps et les époques, tombaient jusqu'à 600 à 800 calories par jour alors que les conditions de travail imposées aux déportés auraient nécessité plus de 3 000 calories. La mort par la famine a frappé des centaines de milliers de déportés<sup>1</sup>.

Le grand public est donc invité à croire que tous les camps de concentration allemands auraient été des usines de mort que l'on pourrait séparer en deux catégories :

- ceux — prévus pour la « Solution finale » — où la mort était donnée rapidement, dans les chambres à gaz homicides ;
- ceux où la mort était lente, parce que provoquée par des travaux forcés et les mauvais traitements auxquels étaient soumis les détenus.

A ces deux catégories, les historiens en ajoutent une troisième : les « camps mixtes ». Ceux-ci auraient servi en même temps pour l'extermination rapide de Juifs qualifiés d'inaptes au travail (les femmes enceintes, les petits enfants, les malades, les vieillards) et pour l'extermination lente des autres détenus (voy. ci-dessous). Mais cela n'ajoute pas grand chose car on reste toujours dans la logique selon laquelle les camps allemands servaient à l'extermination soit lente soit immédiate des déportés.



Ci-dessus : carte extraite de la brochure de François Bédarida (directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent) intitulée : *Le nazisme et le génocide. Histoire et enjeux* (Éd. Nathan, 1989), p. 13.

On y trouve la distinction entre les « camps de concentration » (pour l'extermination lente des détenus), les « camps d'extermination » (construits dans le cadre de la « Solution finale ») et les « camps mixtes ».

<sup>1</sup> Voy. *L'Impossible Oubli. La déportation dans les*

*camps nazis* (Éd. FNIDIRP, 1989), p. 40.



**H. V.** — Des documents ont-ils été publiés afin de soutenir cette thèse ?

**V. R.** — Naturellement. A partir de 1945, la presse mondiale a publié des « témoignages » de rescapés. En France, c'était l'époque où les journaux — communistes notamment — se répandaient en titres racoleurs : « **Paulette, rescapée du "camp de la mort" accuse...** » (*L'Humanité*, 5 avril 1945), « **Comme du bétail...** » (*Les Lettres Françaises*, 27 avril 1945), « **L'enfer de Buchenwald et d'Auschwitz-Birkenau** » (*Le Monde*, 21 avril 1945), « **Mauthausen, camp de l'assassinat** » (*Ce Soir*, 1<sup>er</sup> août 1945), « **C'était une gigantesque usine où se fabriquait la mort** » (*L'Humanité*, 24 avril 1945), « **La vie de misère et d'horreur dans les camps d'extermination de l'Allemagne hitlérienne** » (*La Nouvelle République*, 4 mai 1945), « **Les SS faisaient des abat-jour en peau humaine...** » (*L'Humanité*, 21 avril 1945)...

René Marmot, de son côté, s'exprima dans *La Nouvelle République* du 4 mai 1945. D'après cet autre interné à Buchenwald, outre qu'ils devaient rester jusqu'à seize heures debout, les rations étaient si faibles dans le camp que des cas de cannibalisme furent enregistrés chez les Hongrois :

On mourrait aussi de faim à Buchenwald. Si la nourriture, en 1944, fut juste satisfaisante, à partir de décembre elle tomba à des rations dérisoires. Deux cent cinquante grammes de pain par jour, dix grammes de margarine minérale, une soupe et deux quarts de café ersatz. Il n'y eut qu'une chose qui ne diminuait jamais, c'était la durée de travail et du stationnement debout, c'est-à-dire douze, quatorze, seize heures par jour. Les tas d'ordures étaient pillés par les malheureux affamés qui y recherchaient des épluchures. De vieux os étaient recherchés comme un trésor pour confectionner des soupes. Enfin, en mars 1945, au block 63, des Hongrois dévorèrent deux de leurs camarades !

## BARBARIE INOUIE DES NAZIS

**A Mittel-Gladbach, camp de déportés,  
je suis descendu au tréfonds de l'enfer  
plus bas que Dante !**

(De notre correspondant de guerre Roland DIQUELOU)

Ci-dessus : titre lu dans *L'Humanité* du 14 avril 1945.

Parmi les récits qui furent diffusés (au moins en France), citons ceux de Pierre Gamel, René Marmot et Marie-Claude Vaillant-Couturier. Le témoignage du premier, ancien interné à Buchenwald, parut en mai 1945 dans *La Renaissance Républicaine*. Il décrivait les conditions à Buchenwald où les détenus auraient dû travailler durement douze heures par jour sans s'asseoir :

Dans le camp, j'ai travaillé à la terrasse et à la carrière, dans le froid, dans la neige. Le travail durait douze heures consécutives, avec une interruption de midi à midi et demi. Pendant ces 12 heures il était absolument interdit de s'asseoir, même une minute.

Le soir, c'était les 2 à 3 heures d'appel, si bien que souvent nous ne mangerons notre soupe que vers 8 heures du soir.

M.-C. Vaillant-Couturier, quant à elle, s'exprima le 28 janvier 1945 à Nuremberg comme témoin à charge. Elle avait été citée par l'Accusation française. Devant les juges, elle raconta son expérience d'Auschwitz et de Ravensbrück, déclarant notamment :

A ce moment-là [à Auschwitz], les commandos de travail

d'hommes sont rentrés. Derrière chaque commando, il y avait des hommes qui portaient des morts. Comme ils pouvaient à peine se traîner eux-mêmes, ils étaient relevés à coups de crosses ou à coups de bottes, chaque fois qu'ils s'affaissaient [...].

Le travail à Auschwitz consistait en déblaiements de maisons démolies, constructions de routes et surtout assainissement des marais. C'était de beaucoup le travail le plus dur, puisqu'on était toute la journée les pieds dans l'eau et qu'il y avait danger d'enlèvement. Il arrivait constamment qu'on soit obligé de retirer une camarade qui s'était enfoncée parfois jusqu'à la ceinture. Durant tout le travail, les SS hommes et femmes qui nous surveillaient nous battaient à coups de gourdins et lançaient sur nous leurs chiens. Nombreuses sont les camarades qui ont eu les jambes déchirées par les chiens [...].

Les causes de mortalité étaient extrêmement nombreuses. Il y avait tout d'abord le manque d'hygiène total [...]. Les compagnes mouraient



de soif, car on ne distribuait que deux fois par jour un demi-quart de tisane [...]. Nous recevions 200 grammes de pain, trois quarts de litre ou un demi-litre — suivant les cas — de soupe au rutabaga et quelques gramme de margarine ou une rondelle de saucisson le soir. Cela par jour [...].

[A Ravensbrück] le travail était exténuant, surtout à cause du manque de nourriture et de sommeil, puisqu'en plus des douze heures effectives de travail, il fallait faire l'appel le matin et le soir [...] les détenues couchaient déjà à quatre par lit [...]. On fabriquait 200 vestes ou pantalon par jour. Il y avait deux équipes, une de jour et une de nuit, douze heures de travail par équipe. L'équipe de nuit, au début, à minuit, lorsque la norme était atteinte, mais dans ce cas seulement, touchait une mince tartine de pain. Par la suite cela a été supprimé. Le travail était à une cadence effrénée, les détenues ne pouvaient même pas se rendre au lavabo. Pendant la nuit et le jour, elles étaient effroyablement battues, tant par les SS femmes que par les hommes [...].

Vers la fin de la nuit, on voyait qu'elles étaient si épuisées que chaque effort leur coûtait. Leur front perlait de sueur. Elles ne voyaient presque plus clair [...] 600 femmes travaillaient pendant 12 heures sans aucune ventilation. Toutes celles qui travaillaient à la *Schneiderei* devenaient squelettiques au bout de quelques mois, elles commençaient à tousser, leur vue baissait, elles avaient des tics nerveux, causés par la peur des coups [TMI, VI, 214-232].

Ci-dessous : Marie-Claude Vaillant-Couturier témoigne à Nuremberg (source : *Le Choc*. 1945 : la presse révèle l'enfer des camps nazis, p. 13)



D'autres témoignages étaient résumés sous forme de rapports épouvantables. Toujours à Nuremberg, l'accusation utilisa un compte rendu américain sur le camp de Flossenbourg dans lequel on lisait :

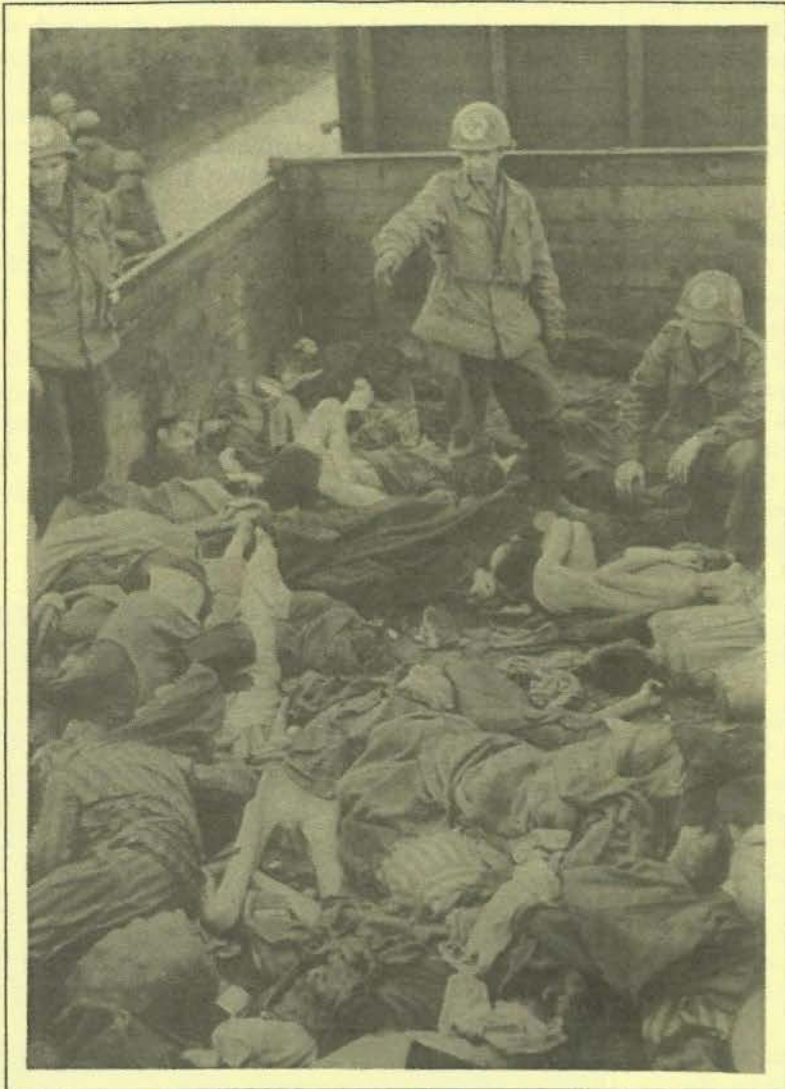
Bien que le but primordial de ce camp ait été l'organisation de travaux forcés, il servait surtout, grâce aux méthodes employées à l'égard des prisonniers, à supprimer des vies humaines. Les rations de famine, les mauvais traitements sadiques, l'insuffisance des vêtements, le manque de soins médicaux, la maladie, les coups, les pendaisons, la mort par le froid, les suicides forcés, les exécutions, etc. jouèrent un rôle considérable pour atteindre ce résultat [TMI, I, 247].

En même temps que ces témoignages, de terribles photographies prises à la libération des camps étaient — et sont encore — diffusées auprès du public. Celles-ci montraient des déportés squelettiques, encore vivants ou déjà morts (voy. ci-dessous et page suivante).



Cliché pris aussitôt après la libération du camp de Dora (un ancien commando de Buchenwald) par les Américains. Il est paru dans le livre du Frère Birin intitulé : *16 Mois de bagne. Buchenwald-Dora* et publié en 1947.





↑ Dachau : un wagon rempli de cadavres de déportés émaciés



↑ Bergen-Belsen 1945 : le commandant du camp, Josef Kramer, contraint par les Britanniques de poser au milieu de milliers de cadavres.

Ravensbrück, 1945 : Deux déportées émaciées →



↑ Détenu émacié  
↓ Détenu épuisé et affamé





**H. V.** — La concordance de ces documents est indéniable ; partout les clichés montrent la même chose et partout les témoins rapportent les mêmes faits. Par conséquent, il semble établi que, dans les camps, les nationaux-socialistes ont pratiqué une politique globale d'extermination des détenus par le travail et la faim.

En tant que libre chercheur, que répondez-vous à cela ? Réfutez-vous en bloc ces témoignages et contestez-vous la pertinence de ces photographies ?

**V. R.** — Il serait vain de réfuter en bloc ces témoignages. Mais il serait tout aussi vain de prétendre qu'ils donnent une image objective de la réalité concentrationnaire. Prenez l'exemple d'un couple qui divorce. Interrogez séparément les deux conjoints. Chacun vous racontera son récit dans lequel les raisons seront de son côté et les torts du côté de l'autre. Le mari aura tendance à exagérer les fautes de son épouse, quand il n'en inventera pas de toutes pièces. L'épouse fera de même. On sait très bien que, dans des moments de vive tension, les gens ne sont pas objectifs, surtout lorsqu'ils sont impliqués dans l'affaire. C'est humain et on ne saurait le leur reprocher.

Maintenant, ce qui est vrai pour un couple qui divorce l'est davantage pour des milliers de gens qui ont mené un terrible combat idéologique durant lequel les adversaires ne sont rien épargnés et qui a provoqué des millions de mort de part et d'autre. Il faut tenir compte de ce fait lorsqu'on étudie les témoignages de déportés publiés à partir de 1944... Ces gens avaient souffert, la plupart ressentaient de la haine envers leurs adversaires vaincus et voulaient prendre leur revanche ; ils étaient donc mal placés pour rapporter objectivement les réalités. Par conséquent, leurs témoignages doivent être considérés avec circonspection.

Le cas de P. Gamel est, à ce titre, intéressant. Dans son entretien avec le journaliste, il déclare : « Nous avons juré, avant de partir du camp, de venger tous nos camarades qui ont péri là-bas ». Ce désir de vengeance, même s'il peut se comprendre, faisait de P. Gamel un témoin qui n'était pas, qui ne pouvait pas être serein et objectif. Par conséquent, ses allégations doivent être prises avec prudence. Il en est de même pour Maria Le Chevalier, une ancienne de Ravensbrück qui, à son retour de

déportation, lança au journaliste qui l'interrogeait : « Dites aussi que nous ne pardonnerons jamais. A cause de ce que nous avons souffert, c'est vrai, mais bien plus à cause de celles qui ne reviendront pas » (*Le Patriote de l'Ouest*, mai 1945).

Quant à M.-C. Vaillant-Couturier, son cas est encore plus net. Bien qu'elle ait juré, devant les juges, de dire la vérité<sup>2</sup>, elle n'a pas hésité à mentir en prétendant que des femmes avaient été gazées à Ravensbrück<sup>3</sup> ; or, il est admis depuis 1960 qu'aucun gazage homicide n'a été perpétré dans tous les camps de l'Ancien Reich<sup>4</sup>. Que peut valoir un témoin qui ment sur un sujet aussi important ?

Dans le même registre, je pourrais également mentionner Julien Cain, Clément C... et Joseph F...

- Le premier, ancien interné à Buchenwald, fut nommé plus tard Président de la commission d'histoire de la déportation au Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale. A son retour des camps, il était animé d'une haine farouche envers les

<sup>2</sup> « LE PRÉSIDENT. — Répétez le serment avec moi : "Je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité".

LE PRÉSIDENT. — Levez la main droite et dites : "Je le jure".

MADAME VAILLANT-COUTURIER. — Je le jure » (TMI, VI, 211).

<sup>3</sup> « [...] Marie Rubiano ne mourant pas assez vite au gré des SS, un jour, le Dr Winkelmann, le spécialiste des sélections à Ravensbrück, l'a inscrite sur la liste noire, et le 9 février 1945, avec 72 autres tuberculeuses, dont 6 Françaises, elle a été hissée dans le camion pour la chambre à gaz.

Durant cette période, dans tous les Revier, on envoyait au gaz toutes les malades qu'on pensait ne plus pouvoir utiliser pour le travail. La chambre à gaz de Ravensbrück était juste derrière le mur du camp, à côté du four crématoire » (TMI, VI, 233).

<sup>4</sup> En août 1960, le Dr Martin Broszat, de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, admit qu'aucun gazage homicide n'avait été commis dans tous les camps de concentration situés à l'intérieur des frontières de l'Ancien Reich : « Ni à Dachau, ni à Bergen-Belsen, ni à Buchenwald des juifs ou d'autres détenus n'ont été gazés [...]. Des centaines de milliers de détenus, qui périrent à Dachau ou dans d'autres camps de concentration situés à l'intérieur des frontières de l'Ancien Reich, furent victimes avant tout des catastrophiques conditions d'hygiène et d'approvisionnement » (voy. *Die Zeit*, 19 août 1960, p. 16 ; cité par Robert Faurisson dans *Mémoire en Défense. Contre ceux qui m'accusent de falsifier l'Histoire*, Éd. La Vieille Taupe, 1980, p. 183).



« collaborateurs » : « *il faut châtier rapidement et impitoyablement tout le gros gibier des traîtres, de ceux qui sont responsables du martyre de tant de Français* », lança-t-il (*L'Humanité*, 21 avril 1945). Et dans son désir de convaincre que les camps avaient été un enfer, il déclara : « *La brutalité, le sadisme des SS était odieux ; certains se sont fait des abat-jour avec des peaux humaines dont ils admiraient le tatouage !* » Or, en disant cela, J. Cain colportait une rumeur sans fondement qui circulait alors au camp de Buchenwald. Aujourd'hui, tous les historiens sérieux reconnaissent que jamais les Allemands n'ont fabriqué des abat-jour en peau humaine ;

- Le second, qui revenait d'Auschwitz-Birkenau, lança : « *Pendant deux années je suis resté à Birkenau, et pendant ces deux années ils ont massacré cinq millions d'individus, cinq millions d'êtres qui désiraient vivre libres et qui ne l'ont pas pu, parce que ce siècle a vu le Hun nazi, bestial et cruel comme jamais nul barbare ne le fut* » (*L'Humanité*, 24 avril 1945). Or, les autorités du Musée d'Auschwitz ont admis en 1990 que durant toute la durée de fonctionnement du camp, soit pendant près de 5 ans, 1,1 million de personnes au grand maximum était mortes là-bas. Par conséquent, dans son désir de présenter le « nazi » comme le barbare le plus bestial que l'humanité ait connu, Clément C. n'avait pas hésité à grossir les chiffres de 500 %.

- Le troisième, quant à lui, raconta qu'à Auschwitz, les Allemands avaient inventé le supplice suivant : « *On faisait entrer la victime, soit prisonnier russe, soit Juif, soit déporté français, dans une grande pièce où le plancher était remplacé par une grande plaque de fonte. Deux grandes barres d'acier traversaient la pièce à hauteur d'homme. Alors, la plaque de fonte était chauffée peu à peu, à rouge et à blanc, et quand la victime se suspendait aux barres pour échapper aux brûlures, on faisait passer dans la barre un courant électrique qui rejetait la victime sur la plaque brûlante. C'était la grande distraction des boches que d'aller voir ainsi mourir des hommes, et plus leurs victimes se tordaient dans d'horribles souffrances, plus les bourreaux s'amusaient* » (*le Partisan du Lot*, avril 1945). Ce récit est un délire sorti de la tête d'un homme malade. Ni les histo-

riens, ni les autorités du Musée d'Auschwitz n'oseraient affirmer qu'une telle salle de torture a existé dans le camp.

Ces quelques exemples d'exagérations ou de mensonges ont été pris parmi plein d'autres. Voilà pourquoi les témoignages des « rescapés » publiés en 1945 ont une valeur probante relativement faible. Bien qu'on ne puisse, à priori, les rejeter en bloc, on ne peut prétendre qu'ils donnent une image objective de la réalité concentrationnaire.

**H. V.** — Admettons. Cependant, que faites-vous des clichés pris à la libération des camps. Prétendez-vous que les déportés squelettiques qu'ils montrent n'avaient pas souffert ?

**V. R.** — Il n'est pas question de nier que, dans les camps, les prisonniers ont souffert. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue ce qui est en discussion : peut-on affirmer que les détenus squelettiques découverts à la libération des camps aient été les victimes d'une politique volontaire d'extermination ? Pour y répondre, les vainqueurs ont publié quelques clichés pris à la libération de quelques camps, puis ils se sont empressés de généraliser en disant : « Ces quelques photos reflètent ce qui s'est passé de tout temps dans tous les camps. C'est donc la preuve que les nazis menaient une politique volontaire d'extermination des détenus, qu'elle ait été rapide (chambres à gaz) ou lente (extermination par le travail) ».

J'ai le regret de dire qu'une photographie ne montre rien de plus qu'une situation dans un endroit donné à un moment donné. Si, donc, je veux prouver que les nationaux-socialistes ont mené une politique d'extermination des détenus dans tous les camps et de tout temps, je dois montrer des clichés de tous les camps pris depuis leur ouverture jusqu'à leur libération.

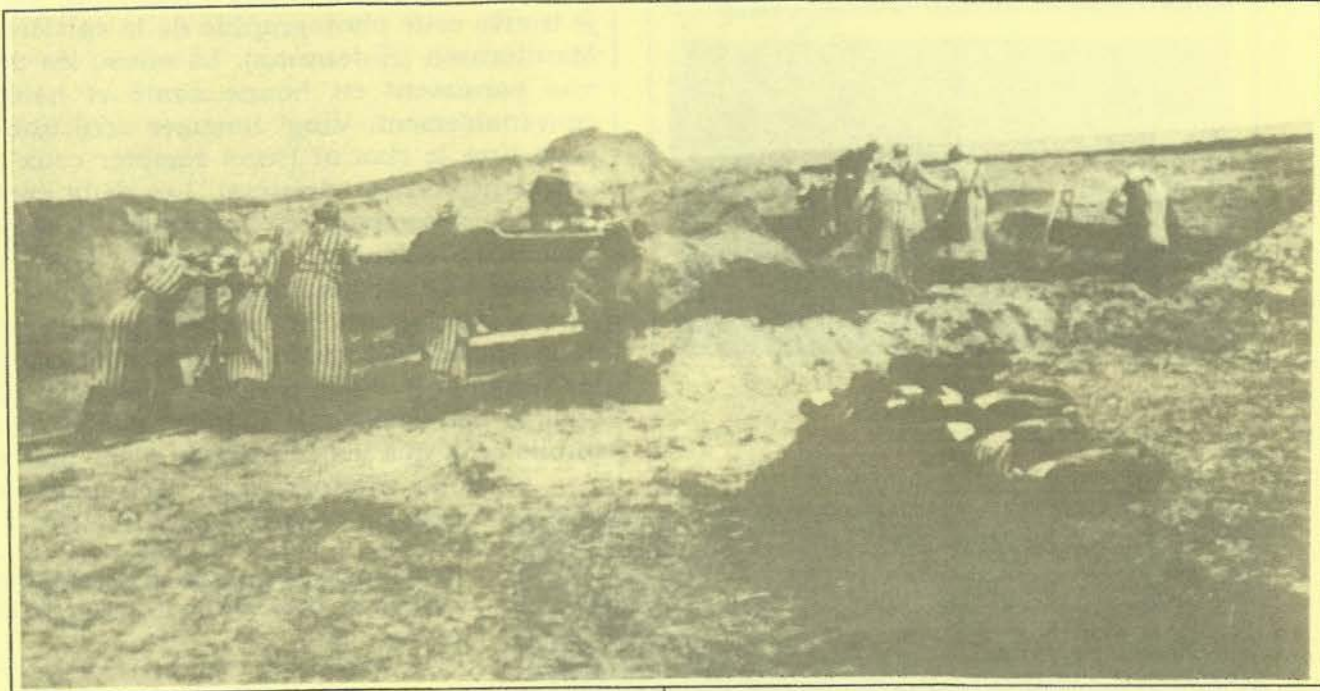
**H. V.** — Mais les Allemands ne prenaient pas de photos dans les camps alors que ceux-ci fonctionnaient. Ce qui vous proposez est donc impossible à réaliser. On ne dispose que des clichés pris en 1945.

**V. R.** — C'est une erreur. Les Allemands ont beaucoup photographié les camps entre 1940 et 1944. Certains de leurs clichés ont d'ail-



leurs été publiés. Les enseignements qu'on en tire sont très intéressants. Si, par exemple, j'ouvre la brochure de la FNDIRP déjà citée : *L'Impossible Oubli. La déportation dans les camps nazis*, je trouve, parmi les clichés pris alors que les camps étaient en fonctionnement, les quatre suivants.

↓ « Ravensbrück : femmes déportées au travail ». Légende qui accompagne ce cliché paru dans la brochure : *L'Impossible Oubli*, p. 51. On remarque que ces femmes sont bien habillées et qu'elles ne paraissent pas au seuil de la mort par épuisement.



← Mauthausen : détenus au travail. On fera les mêmes remarques que pour le cliché ci-dessus. A droite, on distingue ce qui semble être deux gardes. Ceux-ci ne frappent pas les déportés. (Cliché publié dans *L'Impossible Oubli*, p. 50)

Les deux premiers montrent des détenus des camps de Ravensbrück et de Mauthausen au travail. Bien que les traits des visages ne soient pas visibles et que la qualité de certains documents soit mauvaise, on voit que les détenus ne sont pas revêtus de guenilles (ils portent des uniformes rayés qui n'ont l'air nullement abîmés) et qu'ils ne paraissent nullement au seuil de la mort par épuisement.

Le troisième (page suivante) montre des femmes rassemblées, très probablement pour l'appel et le quatrième (page suivante) une colonne d'internés qui s'en vont (ou reviennent) du travail. Là encore, les détenus (les femmes notamment) paraissent en bonne santé, avec des uniformes convenables. Les hommes n'ont pas l'air de « se traîner » (selon les mots de M.-C. Vaillant-Couturier).





← Deux clichés montrant des détenues rassemblées (probablement pour l'appel) et une colonne de prisonniers en marche.

Source : *L'Impossible Oubli*, p. 37

Si, maintenant, j'ouvre le livre de Charles Klein, *Pie XII face aux nazis* (Éd. SOS, 1975), je trouve cette photographie de la carrière de Mauthausen (ci-dessous). Là aussi, les détenus paraissent en bonne santé et habillés convenablement. Vingt hommes sont utilisés pour tirer le chariot (sans compter ceux qui semblent pousser derrière). Les deux gardes qui les accompagnent marchent tranquillement, en discutant. Ils ne hurlent pas sur les détenus et ne les frappent pas.

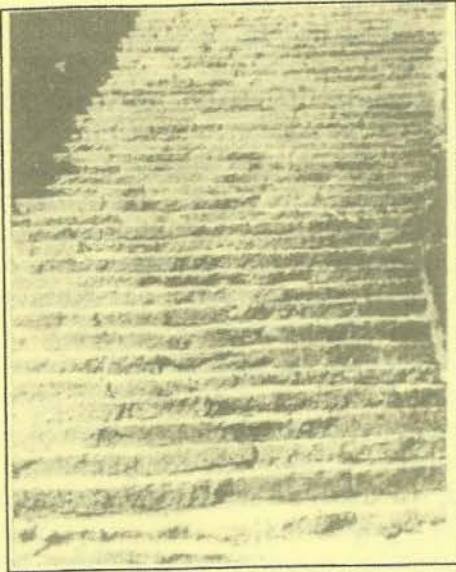
Ces photographies ne cadrent pas du tout avec la thèse véhiculée à partir de 1945 par les vainqueurs. Voilà d'ailleurs pourquoi elles sont si peu publiées, au point que le grand public croit que les Allemands n'ont pris aucune photographie des camps du temps où ceux-ci fonctionnaient.



← La « carrière » de Mauthausen (cliché publié dans l'ouvrage de C. Klein : *Pie XII face aux nazis*).

J'ajouterai ce qui suit : incapables de nous montrer ne serait-ce qu'une seule photographie de détenus épuisés et déguenillés qui auraient travaillé durement sous les coups des SS, les gens de la FNDIRP en sont réduits à faire appel à l'imagination. Ils prétendent par exemple qu'à Mauthausen, les détenus devaient monter un escalier de 186 marches avec « sur les épaules des pierres de 50 kg ». Je note tout d'abord que cette allégation est en contradiction avec la thèse officielle selon laquelle les détenus étaient sous-alimentés, car aucun homme affamé ne peut porter d'aussi lourdes masses, sauf à prétendre que Mauthausen était un camp peuplé d'haltérophiles. Cependant, passons. Afin de « prouver » ce qu'ils avancent, les gens de la FNDIRP nous montrent l'escalier... vide (voyez page suivante). C'est au lecteur d'imaginer les déportés portant les lourdes pierres...





↑ L'escalier de Mauthausen  
(Voy. L'Impossible Oubli, p. 50)

↑ Vous ne voyez qu'un simple escalier ? C'est une erreur. Imaginez des internés faméliques gravissant ces escaliers, sous les coups des SS, avec de lourdes pierres de 50 kg, et vous obtiendrez une « preuve » de la barbarie nazie.

Ce genre de procédé qui fait appel à l'imagination est commun chez ceux qui prétendent dénoncer la « barbarie nazie ». Toujours pour Mauthausen, les gens de la FNDIRP prétendent que les bourreaux suspendaient leurs victimes par les mains à des crochets de boucher. A l'appui de cette thèse, ils publient un cliché montrant ce qui semble être une cave avec, au plafond, sept crochets en fer... inutilisés.

Une nouvelle fois, c'est au lecteur d'imaginer les détenus attachés par les mains. De façon très vraisemblable, il s'agit d'une pièce qui était destinée à la conservation des quartiers de viande. Les fines poutres auxquelles sont suspendus les crochets auraient très certainement cassé si on y avait pendu des hommes.

Imaginez qu'à ces crochets sont pendus des déportés, et vous obtiendrez une autre « preuve de la barbarie nazie » (cliché paru dans *L'Impossible Oubli*, p. 43) →

A Buchenwald aussi, les vainqueurs ont allégué que les tortionnaires avaient pendu des déportés à des crochets. Dans son livre *J'étais un correspondant de guerre*, Mar-

cel Picard a ajouté que « ceux qui ne mourraient pas assez vite » étaient achevés « — toujours pendus — avec une sorte de lourde masse »<sup>5</sup>. En guise de « preuve » nous montre une masse que tient... un déporté.

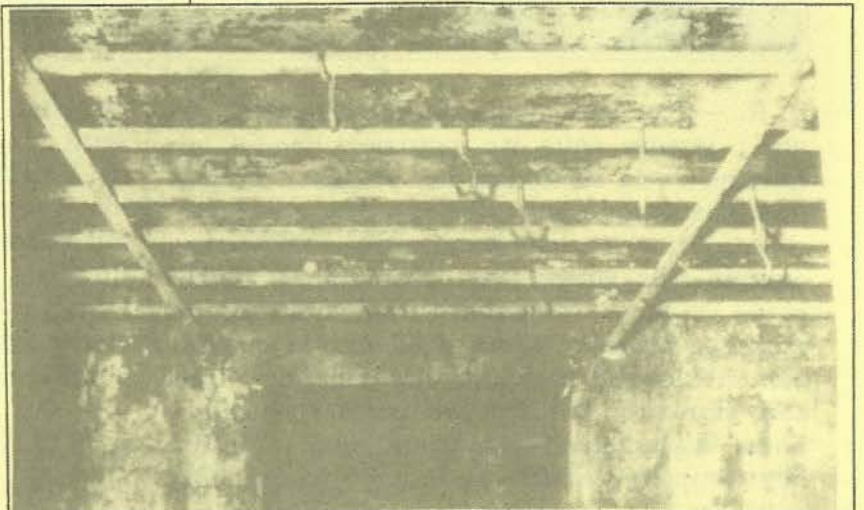
Là encore, c'est au lecteur de remplacer, en pensée, le détenu par un « nazi » et de l'imaginer dans une cave face à des détenus suspendus à des crochets.

Remplacez le déporté par un « nazi », imaginez qu'il frappe des détenus avec sa massue, et vous obtiendrez une nouvelle « preuve » de la « barbarie nazie » (cliché paru dans : *J'étais un correspondant de guerre* de Marcel Picard, p. 177).



J'en déduis ce qui suit : si je défends la thèse selon laquelle, dans la période où les camps fonctionnaient correctement,

les détenus étaient bien nourris, décemment vêtus et nullement anéantis par le travail, j'ai à ma disposition des documents photographiques qui le *montrent* ; en revanche, si je



<sup>5</sup> Voy. M. Picard, *J'étais un correspondant de guerre* (Éd. Janicot, 1946), p. 177.



prétends que, dans les camps, les détenus étaient torturés de manières les plus abominables (contraints de porter de lourdes charges le long d'immenses escaliers, pendus à des crochets, achevés à coups de massue...) je n'ai plus aucun cliché à ma disposition et suis obligé de faire appel à l'imagination du lecteur.

Par conséquent, j'invite les gens à répondre honnêtement à la question suivante : que préférez-vous croire, une thèse fondée sur des documents ou une thèse fondée sur l'imagination ?

**H. V.** — Pourtant, les membres de la FNDIRP ont publié ce cliché qui montre un gardien du camp de Buchenwald, le SS Martin Sommer, torturant des détenus.



**V. R.** — Peut-être, mais observez bien ce cliché : jamais vous ne pourriez pendre un homme de la sorte, par les poignets dans le dos. Les articulations des épaules se déboîteraient. En outre, les « pendus » ont les jambes comme s'ils étaient sur des chaises invisibles ! De façon évidente, il s'agit d'un photomontage grossier. C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle parvient Udo Walendy, dans son livre intitulé : *Des documents photographiques historiques* <sup>6</sup> L'auteur, qui a étudié beaucoup de clichés à la loupe, invoque bien

d'autres raisons qui nous persuadent que ce cliché est un faux.

Un autre exemple de faux, dénoncé par Udo Walendy est le suivant : le cliché reproduit page 11 a été publié dans le livre de R. Schnabel intitulé : *Macht ohne Moral*, p. 341, avec la légende : « Mauthausen ». On voit des hommes nus et squelettiques, sur trois rangs, avec, devant eux, des cadavres également nus et squelettiques.

Or, le cliché original, tel qu'il est paru dans le tome XXX des 41 volumes du premier procès de Nuremberg, ne montre aucun cadavre devant les hommes debout sur trois rangs. Il a été présenté au tribunal avec la simple mention : « Appel » (voy. p. 11).

Par conséquent, ce qui était tout d'abord présenté comme un simple appel dans un camp de concentration est devenu un cliché « démontrant » que les camps étaient des gigantesques usines de mort où les vivants côtoyaient les cadavres.

**H. V.** — Il semble bien, en effet, que nous ayons affaire à deux faux. Mais on pourra vous objecter qu'il existe bien d'autres clichés montrant la « barbarie nazie ».

**V. R.** — Ma réponse sera la suivante : à supposer qu'il existe un myriade de photographie montrant la « barbarie nazie » dans les camps, pourquoi, alors, avoir fabriqué ces deux faux ?

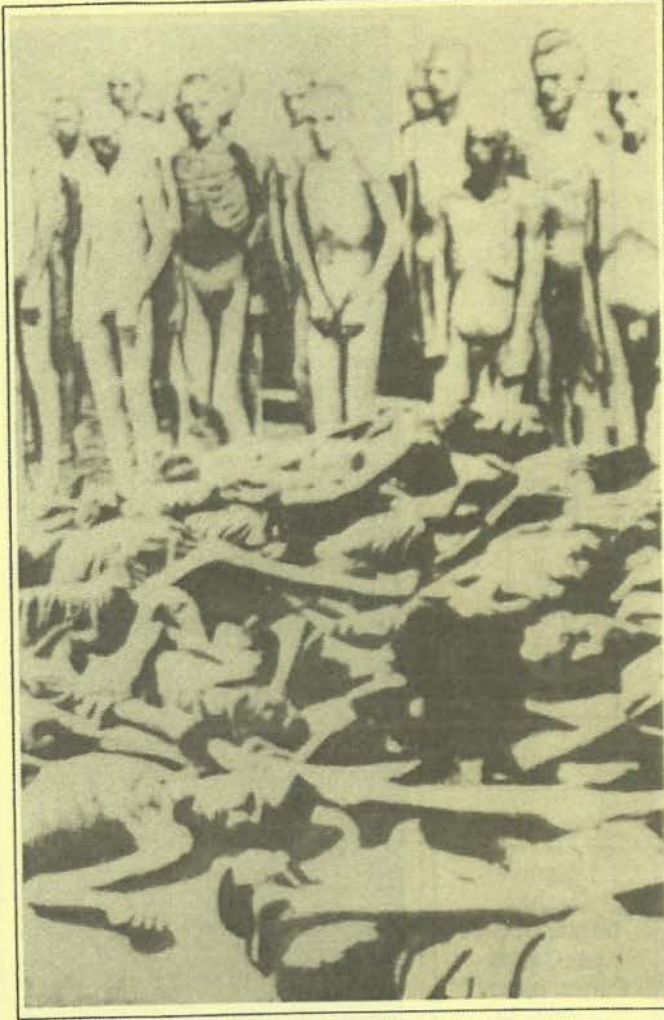
Si, demain, on me demande de prouver que j'ai travaillé comme professeur de mathématiques au Lycée professionnel de Honfleur entre 1995 et 1996, j'aurai à ma disposition des dizaines de documents. Par conséquent, je n'aurai pas à en fabriquer un seul.

Le fait qu'il existe un seul faux dans la documentation alliée sur les camps suffit à la discrediter dans son intégralité.

**H. V.** — A vous entendre, on a l'impression que les camps de concentration étaient des endroits où il faisait bon vivre. Auriez-vous aimé être à la place de ces gens, même s'ils ne paraissent pas épuisés, même s'ils ne sont pas revêtus de guenilles ?

<sup>6</sup> Voy. U. Walendy. *Des documents photographiques historiques ?* (Verlag für Volstum und Zeitgeschichtsforschung), pp. 24-25.





↑ Cliché (truqué) paru dans l'ouvrage de R. Schnabel intitulé : « Macht und Moral ». On a l'impression que les détenus debout vont être exécutés et qu'ils vont tomber sur les cadavres qui se trouvent à leurs pieds.

↓ Cliché original tel qu'il a été présenté à Nuremberg. La légende portait simplement : « Appel ».

**V. R.** — Ne mélangeons pas tout. Je ne cherche ni à décrire les camps comme des centres de vacances, ni même à défendre la notion de système concentrationnaire. Je me contente juste de remarquer qu'à côté des clichés habituellement diffusés et montrant des déportés épuisés existent d'autres clichés, beaucoup moins publiés, qui montrent des détenus en bonne santé. Ce fait confirme que la réalité concentrationnaire est beaucoup plus complexe qu'on nous le dit.

Je vais vous citer un autre exemple. La photographie ci-dessous est très connue ; elle montre des détenus maigres, mi-nus entassés sur des paillasses.



Un tel document est censé représenter les conditions de vie de tous les détenus dans tous les camps et de tout temps. Mais pourquoi ne nous montre-t-on jamais cette photographie du camp de Leubus (Lubiaz) en Pologne, où l'on voit des gens en bonne santé et bien habillés couchés un seul par lit (voy. page suivante) ?



Pourquoi ne publie-t-on jamais le cliché du président des Jeunes Gardes Socialistes à Bruxelles, Arthur Haulot, alors qu'il était interné au camp de Dachau (page suivante) ? Pourquoi ne nous soumet-on jamais cette photographie qui montre un autre interné à Dachau ? Et que penser du document qui montre un jeune déporté à Buchenwald ?





↗ Camp de Leubus (publié par Carlos Porter dans *Made in Russia : The Holocaust*, p. 223)



Conseil National de la Résistance, Luxembourg.



Détenu à Dachau  
(cliché publié par Carlos Porter, *op. cit.*, p. 224) →

← Un jeune détenu à Buchenwald (cliché publié par Judith Hemmendinger dans *Les Enfants de Buchenwald*, Éd. Pierre-Marcel Favre, 1984).



↑ Le président des Jeunes Gardes Socialistes de Bruxelles, Arthur Haulot, lors de sa déportation à Dachau.



**H. V.** — On répondra qu'il s'agit de clichés de propagande pris par les Allemands pendant la guerre. Puis on vous opposera les clichés pris à la libération par les Alliés en vous disant que ce sont eux qui montrent la réalité des camps.

**V. R.** — Admettons. Mais une nouvelle fois, remarquons qu'il existe des clichés pris à la libération des camps et qui montrent une toute autre réalité. Le premier exemple est extrait d'une brochure de la FNDIRP (*Le Choc. 1945 : la presse révèle l'enfer des camps nazis*). Publié page 77 sans légende, j'ignore de quel camp il s'agit. Je remarque uniquement que les détenus sur cette photo ont l'air en bonne santé.



Le deuxième exemple est extrait du livre déjà cité, *Pie XII face aux nazis*. Il montre l'arrivée d'une « mission vaticane » dans un camp déjà libéré. Là encore, les détenus paraissent en bonne santé, tant physique que morale.



Les trois clichés suivants (voy. pages 14 à 16) ont été pris par les libérateurs à Dachau, à Ebensee (commando de Mauthausen), à Auschwitz et à Heimkher. Bien que tout commentaire soit superflu, je ferai deux remarques annexes :

1°) - Le détenu encadré sur la photo de Dachau (p. 14) était en si bonne forme qu'il a participé activement à l'assassinat de plusieurs centaines de soldats allemands qui, après s'être rendus aux Américains, avaient été regroupés dans le camp (ce crime de guerre n'est naturellement jamais rappelé dans les livres d'histoire).

2°) D'après l'histoire officielle, à Auschwitz, les Allemands exterminaient dès leur arrivée les déportés qui ne pouvaient pas travailler, c'est-à-dire les enfants, les vieillards, les malades et les femmes enceintes. Dès lors, que penser du cliché reproduit p. 15 et qui montre des petits enfants en bonne santé, parmi lesquels un bébé, libérés d'Auschwitz le 27 janvier 1945 ? A ceux qui me répondront qu'il s'agit d'exceptions, je soumettrai le rapport de la détenue n° 41335, une sage femme polonaise, qui passa deux ans à Auschwitz et qui, durant ces deux années, pratiqua plus de 300 accouchements sur déportées avec un taux de mortalité nul (une traduction française de ce rapport est reproduite p. 16).

Je rappellerai également qu'en 1983, à l'occasion du « Rassemblement américain des Juifs survivants de l'Holocauste » organisé à Washington D.C., on put voir un homme qui tenait une pancarte sur laquelle on pouvait lire : « Les survivants qui sont nés ou qui ont vécu à Oswiecim [Auschwitz en polonais] se rencontreront à ... »

Je pose la question : le fait qu'on ne nous montre jamais ces clichés ne prouve-t-il pas que l'on nous cache une partie, au moins, de la réalité concentrationnaire ?

☛ Cliché paru dans *Le Choc...*, p. 77 et montrant des déportés en bonne santé à la libération d'un camp.

☛ Cliché paru dans l'ouvrage déjà cité *Pie XII face aux nazis* (pp. 176-177). Il montre l'arrivée d'une mission vaticane dans un camp libéré.





← Prisonniers joyeux libérés à Dachau. Cette photographie se trouvait dans les archives américaines. Il a fallu attendre 1990 pour qu'elle soit enfin publiée, à l'initiative des révisionnistes (voy. la *Revue d'Histoire Révisionniste*, n° 2, août 1990, p. 154).

Le déporté encadré sur a personnellement participé à l'assassinat de plus de 500 soldats allemands qui s'étaient rendus aux Américains. On le voit sur le cliché ci-contre ← qui a été publié dans un brochure intitulée : *Dachau. The Hour of the Avenger*. (Dachau. L'heure du vengeur, Éd. Thunderbird Press, 1986) Celle-ci a été rédigée par un soldat Américain qui participa à la libération du camp, le colonel Howard A. Buechner. Dans son témoignage, il raconte comment, le 29 avril 1945, entre 11 h et 14 h 45, les soldats Américains, aidé de détenus, on assassinés plus de 500 soldats Allemands (voy. notamment pp. 115-116).

Dans sa brochure, le cliché ci-dessus est publié avec la légende suivante : « Deux prisonniers se préparent à tuer un gardien SS tombé avec une pelle. Au fond, des rangées de gardiens tués à la mitrailleuse sont visibles [...] ».



← Dachau, 30 avril 1945. Soldats allemands massacrés à la mitrailleuse par un soldat américain.



Ci-dessous : photographie prise le 6 mai 1945 après la libération du camps d'Ebensee (voy. Carlos Porter, op. cit., p. 216). Pourquoi la voit-on si peu dans les livres « officiels » ?



← Auschwitz, 27 janvier 1945 : Des femmes, des enfants et un bébé en bonne santé libérés d'Auschwitz. Pourtant, les historiens prétendent qu'à Auschwitz, les bouches inutiles étaient immédiatement assassinées dans les chambres à gaz. Comment, donc, expliquer que toutes ces personnes aient pu être libérées, en bonne santé de surcroît ?

**Page suivante :** traduction française du « Rapport d'une accoucheuse d'Auschwitz » tel qu'il est paru dans l'Anthologie d'Auschwitz (Tome II, 2<sup>ème</sup> partie, Varsovie, 1969, pp. 159 et suivantes).

On y trouve la preuve que les femmes enceintes n'étaient pas exterminées à Auschwitz.

A ceux qui répondront que les nouveaux nés étaient immédiatement tués, j'objecterai qu'en 1983, des Juifs qui étaient nés à Auschwitz se sont rencontrés lors d'un rassemblement organisé à Washington D.C.



Stanisława Leszczyńska  
/ancienne détenue du camp  
de concentration  
d'Auschwitz-Birkenau  
N° 41335/

Lódź

Rapport d'une accoucheuse d'Auschwitz

Au cours de mes trente-huit années de pratique du métier d'accoucheuse, j'ai passé deux ans au camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau.

Parmi les nombreux convois qui arrivaient sans cesse à ce camp, les femmes enceintes ne manquaient pas. J'ai exercé mes fonctions d'accoucheuse dans trois blocs successivement, des blocs qui du reste ne se différenciaient en rien des autres, ni extérieurement ni intérieurement, si ce n'était que l'un d'eux avait le sol pavé de briques. C'étaient des baraquas en bois d'une longueur de quarante mètres environ, avec de nombreux trous pratiqués par les rats.

Le terrain du camp était bas et argileux, ce qui faisait que pendant les périodes de pluie, il y avait une quinzaine de centimètres d'eau dans les baraquas et même plusieurs dizaines de centimètres dans certaines.

J'ai travaillé dans ces conditions pendant deux ans, jour et nuit, sans personne pour me remplacer. Pendant un certain temps je fus aidée par ma fille Sylvia, mais la terrible maladie qui elle non plus ne l'épargna pas la rendit plutôt inapte à ce travail.

Les femmes mettaient au monde sur la conduite de chauffage. J'ai pratiqué de la sorte plus de 3.000 accouchements. Malgré l'effroyable saleté, la vermine et les rats, malgré les maladies infectieuses et les autres horreurs impossibles à décrire, il se passait là quelque chose d'extraordinaire, d'incroyable, mais vrai.

Un jour, le "Lagerarzt" m'ordonna de lui présenter un compte rendu au sujet des infections chez les accouchées, de la mortalité parmi les mères et les nourrissons. Je lui répondis que je n'avais encore eu aucun cas

- 165 -

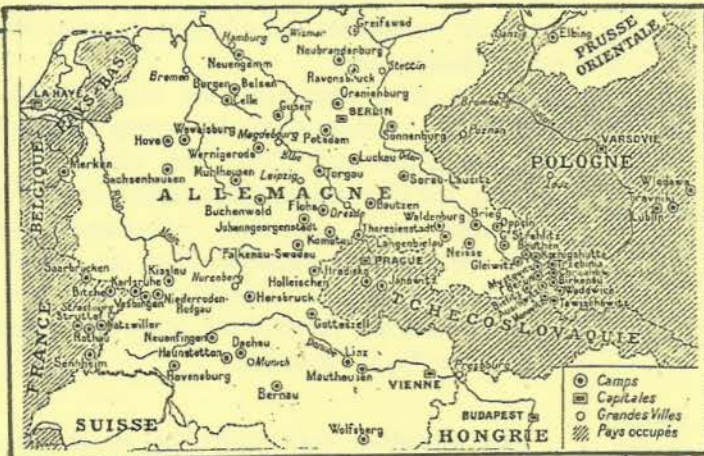
mortel chez les mères et les nouveau-nés. Le "Lagerarzt" me lança un regard incrédule, et il me dit que même dans les meilleures cliniques allemandes on ne pouvait se prévaloir de tels résultats. Ses yeux étaient chargés de colère et de haine. Au fait, pourquoi n'y avait-il pas de mortalité ? Peut-être parce que les organismes étaient tellement détruits qu'ils constituaient une substance nutritive stérile pour les bactéries.



Ci-dessous : Déportés libérés, photographiés le 22 mai 1945 alors qu'ils vont être rapatriés chez eux (voy. Carlos Porter, op. cit., p. 222).



Heimkehr: 22. Mai 1945



**H. V.** — Justement, quelle est cette réalité qui, selon vous, nous est cachée ? Et d'abord, comment concilier les clichés que vous publiez avec ceux pris à Buchenwald ou à Bergen-Belsen et qui montre des milliers de détenus décédés ?

**V. R.** — C'est très simple. Supposez que, demain, je vous soumette deux clichés, l'un montrant un lycée français négligé et sale, l'autre un lycée français bien tenu et propre. Loin de vous interroger sur le caractère inconciliable de ces deux documents, vous vous contenterez de dire : ces deux photographies démontrent qu'en France, l'Éducation nationale offre une réalité multiple ; certains lycées sont bien tenus, d'autres pas. En bien ! c'est la même chose avec les clichés des camps pris à la libération. Loin d'être inconciliables, ils démontrent uniquement qu'en 1945, certains camps étaient encore bien organisés, avec des détenus nourris et vêtus correctement, et que d'autres avaient sombré dans l'anarchie...

**H. V.** — Comment expliquer que, quelques mois avant la fin de la guerre, certains camps ont sombré dans l'anarchie ?

**V. R.** — Très souvent, c'est le surpeuplement qui en a été la cause principale. Il faut en effet savoir que de nombreux camps de concentration allemands se situaient dans les territoires de l'Est (voy. la carte au bas de la page).

Lorsque, la *Wehrmacht* reculant, les Allemands perdirent ces contrées, ces camps furent évacués et les internés transférés à l'Ouest. C'était vers la fin 1944 notamment. Certains camps de l'Ouest virent alors

*Ci-contre* : emplacement des principaux camps (voy. J. Pélissier, op. cit., pp. 8-9). On note qu'il manque les prétendus « camps d'extermination » de Treblinka, Chelmno, Sobibor et Belzec. Preuve qu'en 1945, on n'en parlait même pas. D'après R. Hilberg, pourtant, 1,25 million de Juifs y auraient été exterminés. Ce « détail » avait échappé au vainqueur !



un afflux sans précédent de déportés ; ils furent rapidement surpeuplés. Cette situation eut des conséquences graves, car lorsqu'une structure prévue, par exemple, pour 10 000 personnes, en abrite soudainement 40 000, les chambres, les installations d'hygiène et de santé (salles de bain, toilettes, infirmeries...) et les cuisines ne suffisent plus. Il en résulte une diminution des rations alimentaires, une dégradation de l'état sanitaire et, à terme, l'apparition d'épidémies que l'on ne peut combattre (les infrastructures médicales étant devenues trop petites et les médicaments venant à manquer).

Ce fut par exemple le cas à Buchenwald, où de 34 000 en novembre 1943, le nombre de déportés passa à 44 000 (avril 1944) puis à 80 000 (août 1944) avant d'atteindre 86 000 en février 1945<sup>7</sup>. Dans un livre féroce et antinazi publié en octobre 1945, l'auteur décrit la baisse des rations alimentaires pendant cette période (1944-1945) :

[...] en 1944 l'alimentation était à base de pain [...], de margarine, de soupe de rutabagas, quelquefois aux pommes de terre, à l'orge ou au blé, avec de temps en temps un pauvre supplément de margarine ou de saucisson. La moyenne de calories fournie par cette maigre pitance était de 1 750, soit à peine les deux tiers des calories nécessaires [...]. Ce déséquilibre alimentaire, aggravé par de très longues heures de travail, était à l'origine d'une famine lente qui devint, à partir de 1945, une famine rapide. Dès février en effet, la nourriture ne couvrit plus qu'un tiers des dépenses physiologiques, avec environ 1 050 calories. Résultat : développement des maladies infectieuses, mais d'abord la tuberculose, fille aînée de la famine (40 % des détenus passés à la salle d'autopsie étaient tuberculeux) [...].

[La] promiscuité constante augmentait la mortalité : par scarlatine, par érysipèle (15 % de cas mortels avec 1 526 cas en un an sur 33 000 détenus), par pneumococcie surtout. Il y eut également de nombreux cas de typhus et de dysenterie : 7 000 malades dans les quatre premiers mois de 1945, et sur ce chiffre 3 500 morts<sup>8</sup>.

Cet exposé, qui décrit la lente dégradation des conditions de vie dans un camp surpeuplé, est d'autant plus intéressant qu'il est écrit par un antinazi.

<sup>7</sup> Voy. Akribia, n° 4, mars 1999, p. 6.

<sup>8</sup> Voy. Jean Pélissier, « Crimes Hitlériens », *Camps de la Mort* (Éd. Mellottée, octobre 1945), pp. 58-59. Les passages ont été soulignés par nous.

Un autre cas qu'il convient également de citer est celui de Bergen-Belsen. Ce camp hôpital, en partie sans barbelés, abritait 15 000 détenus en décembre 1944. Lorsque les camps de l'Est furent évacués devant l'avance de l'Armée rouge, de nombreux détenus furent transférés à Bergen-Belsen, si bien qu'en avril 1945, 55 à 60 000 détenus étaient entassés dans ce camp. Les autorités ne purent faire face à un tel afflux de déportés. Manquant de place, de nourriture et de médicaments, la situation devint apocalyptique et, dans les derniers mois, une épidémie de typhus éclata, qui tua des dizaines de milliers de détenus. Complètement débordées, les autorités ne purent même pas les enterrer. Il fallut attendre l'arrivée des Britanniques qui, à l'aide de bulldozers amenés spécialement, creusèrent des fosses dans lesquelles les corps furent jetés pêle-mêle.

Les terribles photographies de Buchenwald et de Bergen Belsen prises à la libération des camps ne montrent rien d'autre que cette situation d'apocalypse. Ces déportés avaient été victimes de la faim et de la maladie, les vainqueurs en ont fait des victimes de la « barbarie nazie »...

H. V. — Mais pourquoi les autorités des camps n'ont-ils pas fait livrer de la nourriture et des médicaments ?

V. R. — Pour le comprendre, il faut se rappeler quelle était la situation de l'Allemagne fin 1944-début 1945. C'était un pays exsangue, journellement bombardé par les anglo-américains. Les voies de communication étaient détruites, la plupart des industries également (en avril 1945, plus une seule usine de pharmacie ne fonctionnait).

Dans de telles conditions, il n'était plus possible de ravitailler les camps en nourriture et en médicaments.

C'est ce qu'a expliqué, en mars 1946, Rudolf Höss, ancien chef du camp d'Auschwitz devenu plus tard l'un des chefs de l'inspection au bureau de l'Économie et de l'Administration. A la question : « Comment pouvez-vous expliquer le mauvais état de santé dans lequel les troupes alliées ont trouvé les détenus et dont les films faits par elles apportent la preuve ? », il répondit :

La situation catastrophique de la fin de la guerre eut pour cause les destructions des



voies de chemin de fer, le bombardement quotidien des usines. On ne pouvait plus assurer le ravitaillement régulier de ce grand nombre de détenus - à Auschwitz il y en eut 140 000 - même lorsque le chef de camp essayait, par des mesures improvisées, d'améliorer les choses, en particulier par la mise sur pied de colonnes de camions de ravitaillement, ou autres mesures semblables. Ce n'était plus possible. Le nombre de malades s'était accru dans des proportions énormes et il n'y avait presque plus de médicaments, ce qui favorisait les épidémies ; les détenus capables de travailler étaient utilisés de plus en plus. Le Reichsführer avait même donné l'ordre d'utiliser là où ils pouvaient travailler les gens malades. De sorte que, dans les camps de concentration, qui étaient encombrés de malades et de mourants, nous n'avions plus assez de locaux [TMI, XI, p. 416].

Bien que cela choque, je n'hésite pas à dire que les déportés ont été les victimes indirectes des bombardements alliés massifs sur l'Allemagne.

**H. V.** — Peut-on vraiment croire qu'à Bergen Belsen, qui était un camp hôpital, les autorités du camp n'avaient aucun moyen de combattre l'épidémie ? Leur inaction face à ces déportés qui mourraient n'était-elle pas due à un désir de vengeance : « nous sommes battus, nous allons mourir mais vous mourrez avec nous » ?

**V. R.** — Certainement pas. En guise de preuve, je rappellerai que les Britanniques aussi, malgré tous les moyens dont ils disposaient, furent incapables d'enrayer l'épidémie : plus de 13 000 détenus moururent encore après la libération du camp. L'ampleur du désastre était telle que les libérateurs durent finalement se résoudre, pour éradiquer le mal, à incendier une grande partie des baraquements (voy. le document page suivante). En outre, j'ajouterai ce qui suit : à supposer que les responsables de Bergen-Belsen aient volontairement laissé mourir les détenus, ils auraient fuit devant les armées britanniques qui arrivaient afin de ne pas être fait prisonniers et, ainsi, d'échapper à ce qui aurait été une juste sentence. Or, ils ne l'ont pas fait, bien au contraire : non seulement ils ont averti les Anglais de ce qu'ils approchaient d'un redoutable foyer d'infection<sup>9</sup>, mais le

commandant du camp lui-même, J. Kramer, accueillit les autorités Britanniques et leur fit visiter le camp afin de montrer l'ampleur du désastre<sup>10</sup>.

Suite à cette visite : « Une large zone autour de Bergen-Belsen fut déclarée hors-combats et les britanniques et membres de la Wehrmacht décidèrent, d'un commun accord, de se partager la surveillance du camp »<sup>11</sup>.



Le commandant du camp de Bergen-Belsen, J. Kramer, enchaîné par les Britanniques. Cliché diffusé en 1945 par le ministère français de l'Information. J. Kramer est qualifié de « bourreau ». Pourtant, alors qu'il aurait pu fuir l'avance des armées anglaises, celui-ci était resté au camp et avait attendu les autorités ennemies afin de leur faire visiter les lieux et de leur montrer l'ampleur du désastre provoqué par le typhus. Preuve que sa conscience était en paix. Jugé après la guerre, il fut tout de même condamné à mort et exécuté.

p. XXXVI : « Himmler autorisa des responsables de la Wehrmacht à prendre contact avec les Britanniques pour avertir ces derniers de ce qu'ils approchaient, dans leur avance, d'un redoutable foyer d'infection ».

<sup>10</sup> Voy. *Laws Reports of Trials of War Criminals* (London, Majesty's Stationery Office, 1947), vol. II : « The Belsen Trial », p. 9.

<sup>11</sup> Voy. R. Faurisson, *Écrits révisionnistes*, op. cit., t. I, p. XXXVI.

<sup>9</sup> Voy. Robert Faurisson, *Écrits révisionnistes* (auto-édité, 1999), tome I, introduction,



Page 42 du Catalogue Alphabétique des camps de concentration et de travaux forcés assimilés et de leurs commandos et sous commandos ayant existé en Allemagne pendant la guerre 1940-1945 (édité par Le Royaume de Belgique. Ministère de la Santé Publique et de la Famille. Direction : Recherches-Documentation et Décès).

On y trouve la confirmation que 13 000 internés de Bergen Belsen moururent après la libération du camp par les Britanniques..

42.-

BERGEN-BEISEN :

camp de concentration.

Krs. Celle

zone britannique L.53/X.57.

Abréviations : B.I. : B.Bels - Nom officiel du camp : "Waffen S.S. Aufenthaltslager.. Bergen-Belsen.

Camp de détention : Bergen Belsen.

Etabli à Platz Bergen dans la partie Lohheide en octobre 1943 dans le but de loger les prisonniers malades des autres C.C.

Par conséquent, ce C.C. n'avait pas de section de travail en dehors du camp principal.

Le camp avait un effectif de 15.000 prisonniers en décembre 1944 et de 55.000 à 60.000 en avril 1945.

L'effectif maximum fut de 75.000 prisonniers.

Les prisonniers furent de toutes nationalités.

Le 15.4.45, date de la libération du camp, les alliés y trouvèrent dix mille cadavres non enterrés.

Treize mille y décédèrent encore jusqu'à la fermeture du camp en mai 1945 et parmi ceux qui furent transférés à l'hôpital, des centaines sont encore morts.

(Sources : 1. Déclaration de Jos. KRAMER devant le Q.M. Corps J.A. Section T.U.S.A.

2. Bourgmestre.

3. Rapports d'anciens détenus de Buchenwald et de Neuengamme.

4. Comité juif à Bergen-Belsen.

5. Rapport des Lits. IECHAT et BONTEPS - Rap.186).

BERGSTEDT :

Lieu où furent enterrés les morts du Cdo. Poppenbuettel du C.C. Neuengamme  
Voir POPPENBUETTEL.



**H. V.** — D'accord. Cependant, pourquoi les autorités allemandes n'ont-elle pas fait évacuer les camps devenus surpeuplés ? Cela aurait permis d'éviter les épidémies.

**V. R.** — Elles l'ont parfois fait. Une semaine avant la libération du camp de Buchenwald, par exemple, 30 000 détenus avaient été évacués<sup>12</sup>. Mais le plus souvent, c'était impossible car où auraient-elles pu évacuer tous ces détenus et, surtout, comment ? Début 1945, l'Allemagne encore non occupée était réduite à la portion congrue, et les voies de communication étaient, je le répète, détruites.

**H. V.** — Ne pouvaient-elles pas alors relâcher tout simplement les prisonniers, ceux au moins qui pouvaient partir ?

**V. R.** — C'était impossible car certains détenus déjà infectés auraient alors contribué à répandre des épidémies. De plus, a-t-on déjà vu un pays en pleine guerre ouvrir les portes de ses bagnes et dire aux prisonniers (dont beaucoup sont des ennemis ou des criminels) : « Allez où vous voulez, vous êtes libres » ? En avril 1945, il faut s'imaginer la situation qui régnait dans une Allemagne exsangue, journellement bombardée, déjà partiellement occupée, sur le point de s'effondrer, avec des voies de communication rendues inutilisables du fait de la guerre... Ouvrir les portes des camps n'aurait contribué qu'à accroître le désordre et à répandre des éléments hostiles, dont la plupart ne se seraient pas privés de piller et de tuer. Je rappelle que, lorsque les Américains ont libéré Buchenwald, des prisonniers se rendirent dans la ville voisine, Weimar, où ils se livrèrent au pillage et tuèrent, au hasard, des civils allemands<sup>13</sup>.

**H. V.** — Revenons un peu en arrière. A supposer que ce que vous dites soit vrai, que les camps aient été bien tenus jusqu'en 1944 et que la situation ne se soit dégradée qu'à partir de la fin 1944, les détenus eux-mêmes auraient dû en parler à leur retour de captivité.

**V. R.** — Bien sûr, et certains l'ont fait. Rappelez-vous les propos de P. Gamel qui, au sujet de Buchenwald (un camp de l'Ouest), déclara : « Si la nourriture, en 1944, fut juste satisfaisante, à partir de décembre, elle tomba à des rations dérisoires ». Citons également la

Comtesse de Fleurieu qui, à son retour de Ravensbrück, raconta :

Les derniers temps, nous n'avions pour vingt-quatre heures qu'une soupe et un cinquième de pain. Et guère de repos dans un camp construit pour loger 12 000 personnes et qui en contenait 56 000. Nous couchions deux ou trois dans un lit de 50 cm de largeur » [voy. *Sud-Ouest*, 7 juin 1945].

De son côté, un ancien détenu à Auschwitz, André Rogerie, a raconté son périple après l'évacuation du camp par les Allemands le 18 janvier 1945. Emmené tout d'abord à Gross-Rosen, il écrit :

Le camp de Gross-Rosen a vu ces derniers jours doubler ses effectifs, aussi n'avons-nous la soupe qu'à des heures tout à fait changeantes. En pleine nuit, le chef de block nous réveille à coups de bâton pour aller [...] chercher des bidons de soupe dont nous ne verrons pas le centième<sup>14</sup>.

Plus tard il se retrouva au camp de Nordhausen. Il raconte :

Chaque jour arrivent de nouveaux évacués. Le camp double, puis triple, quadruple son effectif. La nourriture est insuffisante et par surcroît, on raconte que l'usine à pain a été bombardée. En effet, dès le troisième jour, nous ne recevons plus de pain. Pendant les douze jours suivants, nous ne toucherons plus qu'un demi-litre de soupe, puis deux fois seulement du pain, et encore un peu de soupe pendant dix autres jours. Durant tout le mois de février, nous réussirons à vivre avec un total de deux kilos de pain. Notre faiblesse est extrême [...] [*Ibid.*, p. 91].

Les deux premiers témoignages, choisis parmi d'autres, sont très importants, car ils confirment que, dans les derniers mois de la guerre — « à partir de décembre [1944] » dit l'un, « dans les derniers temps » dit l'autre — la situation dans certains camps se dégradait brusquement. Le troisième est capital, car il provient d'un détenu évacué de camps de l'Est et qui, au fur et à mesure qu'il arrivait à l'Ouest, découvrait des camps surpeuplés du fait de l'afflux des déportés.

Je me permets donc de le répéter : les photos prises à 1945 à Buchenwald, à Ravensbrück et à Bergen-Belsen ne montrent rien d'autre que ces camps devenus surpeuplés dans les

<sup>12</sup> Voy. Akribéia, n° 4, mars 1999, p. 6.

<sup>13</sup> Voy. Akribéia, n° 4, mars 1999, pp. 17-18.

<sup>14</sup> Voy. A. Rogerie, *Vivre c'est Vaincre* (Hérault-Éditions, 1990) p. 89.



derniers mois de la guerre, avec toutes les conséquences que cela a entraîné (famine, maladie).  
Prétendre que cette situation était due à une volonté d'exterminer les détenus se révèle malhonnête.

**H. V.** — D'après vous, donc, les camps auraient été bien tenus pendant la guerre, avec des internés relativement bien nourris, et c'est seulement dans les derniers mois du conflit que la situation se serait dégradée.

**V. R.** — Exactement. Pour le comprendre, il suffit de se rappeler qu'à partir de 1941/1942, l'Allemagne se battit sur deux fronts contre les trois plus grandes puissances mondiales. Elle avait un besoin urgent de main-d'œuvre pour soutenir son effort de guerre. Par conséquent, les déportés dans les camps furent utilisés pour cet effort. Le 30 avril 1942, le général des Waffen SS, Oswald Pohl, écrivit à Himmler ce qui suit :

La guerre a amené un changement marqué dans la structure des camps de concentration et a considérablement changé leur rôle en ce qui concerne l'emploi des prisonniers. L'internement de prisonniers pour les seules raisons de sécurité, d'éducation ou de prévention n'est plus la condition essentielle ; l'accent est à porter maintenant sur le côté économique. Ce qui est maintenant au premier plan et le devient de plus en plus, c'est la mobilisation de tous les prisonniers capables de travailler, d'un part pour la guerre actuelle, et d'autre part pour les tâches de la paix future.

De cette donnée résulte la nécessité de prendre certaines mesures ayant pour but de transformer les camps de concentration en organisations mieux adaptées aux tâches économiques, alors qu'ils ne présentaient auparavant qu'un intérêt purement politique [TMI, III, 469].

Beaucoup de déportés furent amenés à travailler dans des industries. Je me contenterai de citer quelques exemples : à Abteroda (commando de Buchenwald) 300 prisonniers travaillaient dans une section de la firme BMW ; à Allendorf (autres commando de Buchenwald) et à Belzig (commando de Ravenbrück), des prisonnières travaillaient dans des usines de munition, dont la *Dynamit Aktien Gesellschaft* ; au camp de Libau, des Juifs travaillaient dans une fabrique de chaînes pour tanks ; à Barkhausen (commando de Neuengamme), les déportés participaient à la construction d'avions ; à Schandelah (autre

commando de Neuengamme), les prisonniers avaient été affectés dans une raffinerie d'huile ; à Hadmersleben, (commando de Buchenwald), environ 1 000 déportés travaillaient à la construction d'usines aéronautiques.

Afin d'obtenir un rendement optimal, tous ces déportés devaient être convenablement traités. Un individu épuisé, battu, sous-alimenté ne peut travailler. C'est l'évidence même.

**H. V.** — Pourtant, il semble qu'un document allemand contredise votre thèse. Il s'agit des instructions données en 1942 par O. Pohl aux commandants des camps. On lit :

Le commandant du camp est seul responsable du travail effectué par les travailleurs, ce travail doit être, au vrai sens du mot, épuisant, pour qu'on puisse atteindre le maximum de rendement... [...]

Les déplacements et les pauses du midi, de quelque durée que ce soit, ayant pour seul but le repas, sont interdits.

Ce document est cité dans *L'Impossible oublié* à la page 51. Que répondez-vous à cela ?

**V. R.** — Je réponds tout simplement qu'il s'agit d'une fausse traduction, comme la FNDIRP est habituée à la faire. En vérité, les termes de cette circulaire adressée aux commandants des camps étaient les suivants :

Le commandant du camp est seul responsable de l'emploi de main-d'œuvre disponible. Cet emploi doit être, au sens propre du mot, total afin d'obtenir un rendement maximum [...].

Il est interdit de permettre de longues marches jusqu'aux lieux de travail : on n'autorisera les pauses à midi que pour la durée du repas [traduction donnée à Nuremberg par l'Avocat général américain Thomas J. Dodd, TMI, III, 470].

On le voit, il ne s'agissait pas d'imposer aux détenus un travail « épuisant » mais d'employer tous les prisonniers (« emploi total »). En outre, la circulaire n'interdisait pas « les pauses du midi [...] ayant pour seul but le repas » ; bien au contraire, c'était les seules pauses qui étaient autorisées !

Les auteurs de la brochure ont donc volontairement mal traduit la circulaire afin de lui faire dire ce qu'elle ne disait pas. Ce genre de procédé en dit long sur l'honnêteté de ces individus.

**H. V.** — Certains pourront répondre que les Allemands disposaient d'un réservoir énorme



de main-d'œuvre et, ainsi, qu'ils se souciaient peu de la santé des déportés, puisqu'ils pouvaient les remplacer dès qu'ils voulaient. A l'appui de cette thèse, ils diront que les déportés dans les camps ne recevaient pas de soins médicaux, preuve qu'ils les laissaient mourir et les remplaçaient dès qu'ils étaient malades.

**V. R.** — Il n'est pas vrai que, dans les camps, les détenus ont été privés de soins médicaux. Bien au contraire, tous les camps étaient construits avec un ou plusieurs blocks hôpitaux. Dans l'ouvrage antinazi déjà cité : « Crimes Hitlériens ». *Camps de la Mort*, l'auteur publie le plan des camps de Buchenwald et de Ravensbrück. On distingue nettement, sur chacun d'eux, les blocks hôpitaux (voy. page suivante).

Auschwitz-Birkenau avait également son secteur hôpital. C'est là qu'André Rogerie, dont il a déjà été question, a été soigné de la gale et d'une maladie du cuir chevelu. Dans son témoignage, il parle d'un « block très sympathique » :

Le sol est recouvert d'un plancher, il y a des fenêtres, les lits sont espacés les uns des autres, les couvertures sont bonnes. Tout semble favorable. La soupe est abondante et pour la première fois depuis longtemps j'en ai suffisamment<sup>15</sup>.

Certes, sur la fin, les médicaments virent à manquer. Pour Dachau, par exemple, J. Pélissier écrit : « Il n'y avait malheureusement pas, du moins dans les derniers temps, de médicaments »<sup>16</sup>. Dans son témoignage sur Buchenwald, l'ancien rédacteur au Temps, Rémy Roure, évoque également « les médicaments qui n'existaient plus »<sup>17</sup>. Toutefois, on ne saurait en conclure que, durant toute la période où les camps avaient fonctionné, les prisonniers n'avaient pas reçu de soins médicaux.

Quant à prétendre que les Allemands auraient régulièrement remplacé les ouvriers exténués par d'autres, cet argument est ab-

surde. A supposer que les nationaux-socialistes aient laissé mourir à petit feu les déportés qui travaillaient, cela aurait eu pour conséquence des pertes énormes de rendement. Car pendant quelques semaines, le déporté exténué n'aurait pas pu travailler de manière optimale. Puis, une fois tué, il aurait fallu en faire venir un autre pour prendre sa place, ce qui aurait occasionné des pertes de temps et d'énergie en demande (tout était centralisé dans le IIIe Reich en guerre) en transport, en prise en charge etc. Car l'on excepte les travaux de base, lorsqu'on embauche un nouvel ouvrier, il faut lui expliquer sa tâche, lui présenter les outils, l'environnement.

Non, vraiment, il aurait été absurde de procéder ainsi. Lorsqu'on emploie un ouvrier, on le traite convenablement pour le garder en forme et, ainsi, éviter des changements d'affectation qui occasionnent des retards.

Des documents, d'ailleurs, attestent que les nationaux-socialistes se souciaient de la santé des travailleurs ; ceux-ci avaient notamment droit à des rations supplémentaires. Dans son rapport sur Buchenwald, par exemple, la délégation britannique a écrit :

Beaucoup de prisonniers ordinaires travaillaient dans une grande usine de munitions près du camp ou dans des carrières. Ils pouvaient alors obtenir plus que la ration de base, composée d'un bol de soupe liquide et d'un quignon de pain sec chaque jour. Ceux-là seuls qui étaient en possession d'une plaque oblongue de métal « *Essmarke K.L.B.* » avaient droit à un supplément de ration. Nous avons vu du papier-monnaie du camp que les prisonniers pouvaient gagner en travaillant et dépenser à la cantine<sup>18</sup>.

A Auschwitz également, les conditions de vie connurent une amélioration au cours des années parce que les Allemands étaient soucieux d'améliorer la rentabilité des ouvriers. Dans son livre intitulé : *Volontaire pour Auschwitz. La résistance organisée à l'intérieur du camp*, le Polonais Jozef Garlinski, bien qu'il véhicule la thèse officielle de l'Holocauste, écrit :

Au bout d'un an ou deux, les conditions d'existence s'améliorèrent quelque peu [...]. La mi-42 vit

<sup>15</sup> Voy. A. Rogerie, *op. cit.*, p. 69.

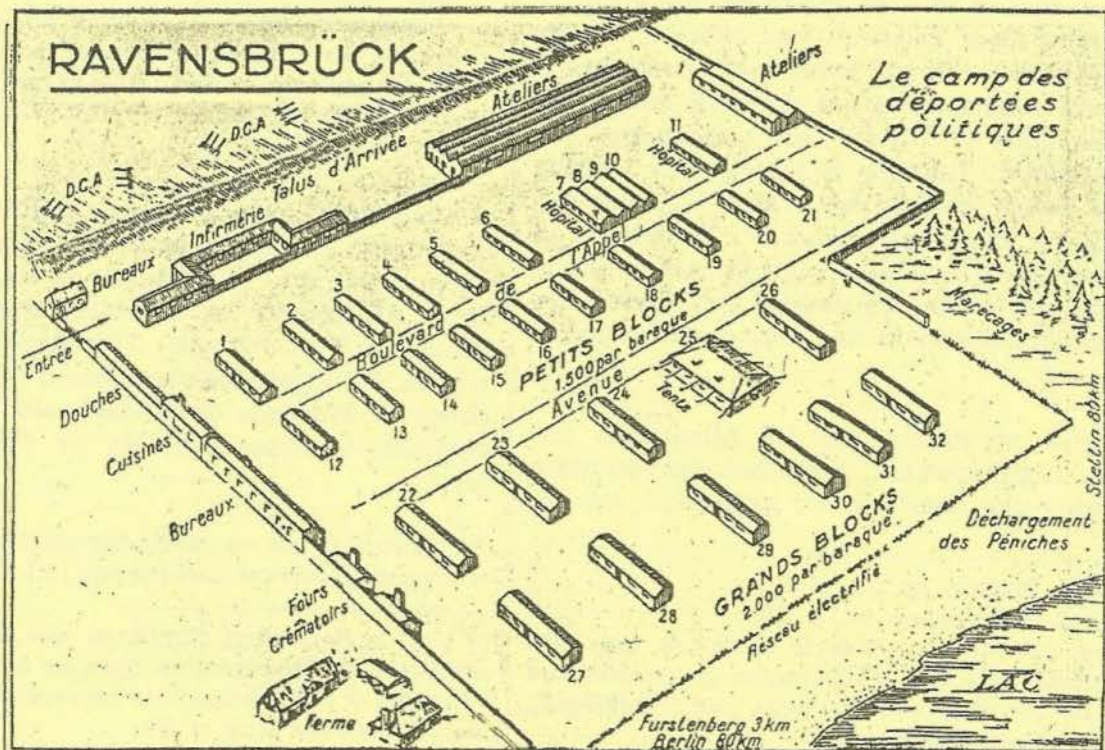
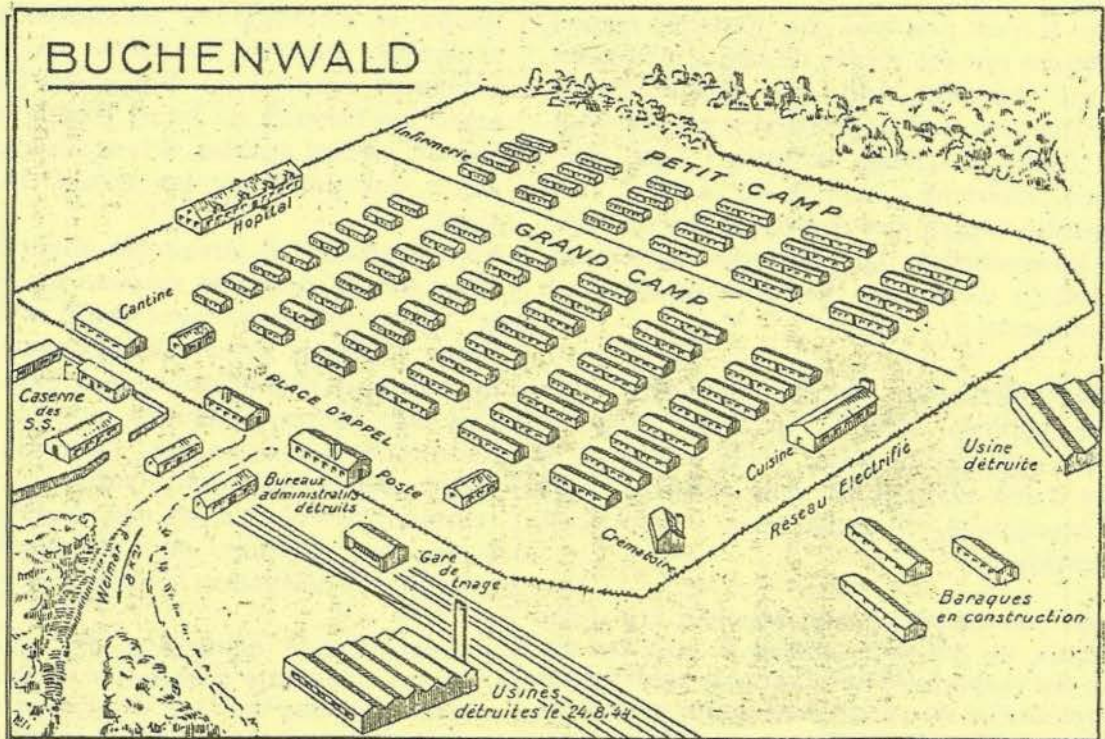
<sup>16</sup> Voy. J. Pélissier, *op. cit.*, p. 78.

<sup>17</sup> Voy. Le Monde, 21 avril 1945 « Je note dès maintenant que les médicaments qui n'existaient plus, ou que l'on accordait plus aux "Haeftlings", sont arrivés en foule ».

<sup>18</sup> Voy. le document diffusé en mai 1945 par le ministère de l'Information français sous le titre : « Articles et documents. Les horreurs de Buchenwald », nouvelle série, n° 99.



Ci-dessous : plans de Buchenwald et de Ravensbrück publiés par J. Pélissier, op. cit., pp. 57 et 91.  
On distingue nettement les blocks hôpitaux.





abroger la responsabilité collective en matière d'évasions, ce qui signifiait l'abolition des appels meurtriers pendant des heures [...]. A la fin de 1942, les détenus, sauf les Juifs et les Soviétiques, obtinrent l'autorisation de recevoir des colis de vivres [...].

L'amélioration des conditions dans les camps résultait d'une seule cause principale : les Allemands, qui commençaient à subir des défaites sur les champs de bataille, avaient besoin de tous leurs soldats au combat et, dans le Reich et dans les pays occupés, de tous les hommes aptes au travail. Tous les nouveaux règlements concentrationnaires découlaient de ces besoins. [...] on permettait aux hommes valides de vivre dans des conditions un peu meilleures de façon à pouvoir les utiliser dans les centaines d'usines à l'intérieur ou à proximité des camps de concentration<sup>19</sup>.

Plus loin, l'auteur continue :

Au cours du premier semestre 1943, le traitement des prisonniers s'améliora de façon régulière en raison des nouvelles défaites militaires enregistrées par l'Allemagne et de ses besoins de plus en plus grands en main-d'œuvre pour son industrie. La discipline s'assouplit quelque peu, des périodes de repos furent accordées pendant les heures chômées et les colis de vivres honnêtement distribués [p. 187].

Le nouveau commandant, Liebhenschel, continuait cependant d'assouplir la discipline dans l'intérêt de la productivité ; il raccourcit le temps des appels et donna des ordres pour que les travailleurs de nuit ne fussent plus privés de repos dans la journée [p. 211].

**H. V.** — Pourtant, il est indéniable que les détenus étaient battus, comme en témoigne ce dessin réalisé par un ancien détenu (→).

**V. R.** — Certes, mais regardez de près ce document. Vous constaterez que le détenu n'est pas frappé par le soldat allemand (qui assiste passivement à la scène) mais par un autre prisonnier, un « kapo ».

Les kapos étaient des prisonniers à qui les autorités des camps avaient donné des responsabilités. Contrairement à ce qui est parfois dit, ce n'est pas par sadisme que les Allemands ont fait garder des internés par d'autres internés, mais par nécessité. En effet, à partir de 1941, avec la mondialisation de la guerre et le départ progressif de tous les

hommes valides au front, les Allemands vinrent à manquer de personnel compétent pour garder les camps. Afin de pallier cette pénurie, ils confièrent l'administration et la direction des détenus à d'autres prisonniers, baptisés : « kapos ». Leurs exactions furent nombreuses.

Peu de temps après son retour de captivité, l'ancien Résistant Louis Martin-Chauffier, déporté à Neuengamme puis à Bergen-Belsen, déclara : « Les détenus de droit commun, les détenus politiques même qui nous commandaient [...] étaient aussi brutes et aussi cruels que les SS. Et aussi bêtes » (voy. Les Lettres Françaises, 8 juin 1945).

Les témoignages racontant leurs excès sont nombreux. L'ancien déporté Louis Terrenoire écrit : « Les "kapos" houspillent leurs hommes avec les jappements rauques et distribuent des torgnoles à travers les rangs pour redresser les alignements » ; « Un matin, sur le chantier, la planche trop lourde qu'il soulève, l'a entraîné. Pierre ne s'est pas relevé. Le kapo l'a frappé, à coups de manche de pelle » (voy. L'Aube, 13 septembre 1945). Alors qu'André Rogerie travaillait aux cuisines au camp de

↓ Dessin réalisé par un ancien déporté et paru dans le livre du Dr Presser : *Ondergang. De vervolging en verdelging van het Nederlandse Jodendom*, p. 433. On constate que le détenu n'est pas battu par un Allemand, mais par un autre détenu, un « kapo ».



<sup>19</sup> Voy. J. Garlinski, *Volontaire pour Auschwitz. La résistance organisée à l'intérieur du camp* (Éd. El-sevier, 1976), p. 165.



Birkenau, des bidons de lait avaient été mal lavés : « le kapo nous administra une volée de coups de bâton si forte que j'ai cru ce jour-là en perdre la vie et que je n'ai pu me coucher sans souffrance pendant huit jours » (A. Rogerie, op. cit., p. 79). Régine Beer, de son côté, se souvient : « A la tête d'une équipe de travail, il y avait une kapo, en général une Polonaise. Les kapos polonaises ne nous épargnaient à aucun instant : leur tâche consistait à maintenir l'ordre et la discipline, et la fin justifiait les moyens [...]. Parfois [elles] confisquaient à leur profit la ration d'un autre prisonnier [...]. C'étaient des femmes détestables, qui ne reculaient devant rien ; souvent déjà emprisonnées pour crimes, elles prenaient visiblement plaisir à battre les autres de toutes leurs forces » (voy. R. Beer, KZA 5148, pp. 44-45).

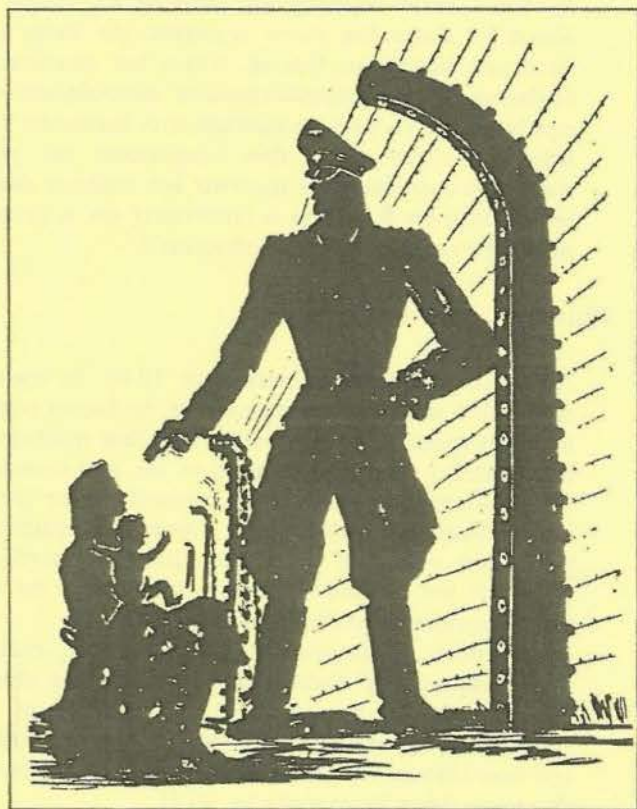
Leur comportement fut tel qu'à la libération, beaucoup d'entre eux furent jugés en même temps que les gardiens. Au procès de Belsen, ainsi, huit anciens kapos, qui figuraient parmi les 45 accusés (gardes SS, personnel du camp...), furent condamnés à des peines allant de cinq ans d'emprisonnement à la réclusion perpétuelle (voy. *Laws Reports...*, pp. 153-154).

Pendant ce temps, certains déportés ne cachaient pas leur envie de régler des comptes. Un ancien interné lançait : « Si jamais j'en rencontre en France un de cette race, il peut préparer son acte de décès... » (voy. *Temps présent*, 1er juin 1945). De son côté, une juive revenue de Belsen évoquait le cas d'une kapo nommée Fanny, une Polonaise qui avait vécu en France et qui, à Belsen, faisait la police, brassard au bras, ne reculant « devant rien pour être bien avec les Allemands » : « Je ne l'ai pas encore retrouvée, écrivait-elle, mais nous sommes plusieurs à la rechercher, et si nous la trouvons un jour, elle paiera sa lâcheté et sa collaboration. Nous savons qu'elle est rentrée en France »<sup>20</sup>.

De façon évidente, une grande partie des mauvais traitements infligés aux détenus furent le fait d'autres détenus ayant été promus kapos.

**H. V.** — Il me paraît un peu trop facile de rejeter la faute sur les kapos. Les SS n'étaient-ils pas complices ? N'avaient-ils pas le droit

de vie et de mort sur les détenus. On se souvient que dans un film retraçant la vie de Simon Wiesenthal (le « chasseur de nazis »), on voit, dans un camp, un gardien SS qui, par simple curiosité, fait attacher deux déportés dos à dos et les tue ensemble d'une seule balle. On a aussi en tête ce terrible dessin représentant un SS sur le point de tuer une jeune mère et son enfant.



**V. R.** — Si, vraiment, les choses s'étaient passées ainsi, comment expliquez-vous que, par exemple, le 4 juin 1937, un gardien SS au camp de Sachsenhausen, Zeidler, ait été dégradé au rang de simple soldat, exclu à vie de la SS et livré à la justice pour avoir « battu de manière extrêmement brutale un détenu » (voy. page suivante) ; comment expliquez-vous que, sous Hitler, le commandant de Buchenwald, Karl Koch, ait été arrêté, jugé, condamné et exécuté pour avoir fait assassiner des internés ; comment expliquez-vous que, entre 1933 et 1945, 200 personnes ayant appartenu à l'administration des camps aient été jugées, parmi lesquelles cinq commandants de camp, dont deux furent finalement fusillés<sup>21</sup> (voy. page suivante) ?

<sup>20</sup> Voy. Suzanne Birnbaum, *Une Française juive est revenue* (Éditions du Livre Français, sans date [1945]), p. 152.

<sup>21</sup> Sur ce sujet, voy. la déposition du juge SS Morgen à Nuremberg, *TMI*, XX, pp. 523 et suivantes.



Der Inspekteur der Konz.-Lager  
und Führer der W-Totenkopfverbände

Berlin, den 4. Juni 1937

Befehlsblatt Nr. 3

Mai 1937

Das Befehlsblatt wird am Schlusse eines Monats verteilt; in ihm soll Rückschad gehalten werden.  
Den Einheiten ist der Inhalt beim Befehlsempfang bekannt zu geben.

**Nr. 29 : Mißhandlung von Häftlingen**

Der W-Oberscharführer Zeidler hat im Konzentrationslager Sachsenhausen infolge sadistischer Anwendungen einen Häftling in gewalttätiger Weise geschlagen. Er wurde zum W-Mann degradiert, für dauernd auf der W ausge-schlossen und dem Strafrichter übergeben. Dieser Fall wird als warnendes Beispiel bekanntgegeben. Im Unter-richt soll fortgesetzt auf die Folgen einer Gefangenen-mißhandlung hingewiesen werden. Eine einfache Ohrfeige ist bereits vollendete Mißhandlung. Die Strafen, die ein Lagerkommandant über widerspenstige Häftlinge ver-bhängen kann, sind so scharf und durchgreifend, daß es keiner Beihilfe bedarf. Das Ansehen der Schutzstaf-fel wird in allen Fällen durch die Ausstoßung des Tä-ters rein gehalten.

Nr. 30 : Befehlsblatt Nr. 3 ist den Ausführgenossen zu ent-nehmen. Befehlsblätter 4 und 5 sind auszuheften.

Der Inspekteur der Konz.-Lager  
und Führer der W - TV .

ges. E i c k e

W - Gruppenführer

Für die Richtigkeit i

Der Chef der Zentralkasse W-TV/IKL

W - Standscharführer  
und Stabsführer.

↑ Circulaire du 4 juin 1937 émanant du Gruppenführer-SS Eicke, Inspecteur des camps de concentration et chef des unités SS à tête de mort. Sous le numéro 29, on lit :

« Mauvais traitement des détenus.

L'Oberscharführer SS Zeidler du camp de concentration de Sachsenhausen a battu de manière extrêmement brutale un détenu du camp. Il a donc été immédiatement dégradé au rang de simple soldat, expulsé à vie de la SS et livré à la justice. Il s'agit là d'une punition qui doit servir d'exemple ; les instructeurs informeront les re-crués des conséquences de mauvais traitements infligés à un détenu. Une simple gifle constitue déjà un acte de mauvais traitement. Les punitions qu'un commandant de camp a la possibilité d'infliger à des détenus fautifs sont déjà si dures et efficaces qu'il n'est pas nécessaire d'y ajouter d'autres punitions. En vue de protéger l'honneur de la SS, les contrevenants seront dans tous les cas expulsés de notre corps ».

**H. V.** — Dans ce cas, comment expliquez-vous qu'à partir de 1945, lors des procès des camps de concentration, aucun allemand ne soit venu, comme témoin à décharge, exposer ces faits. De même, comment expliquez-vous qu'aucun ancien déporté n'ait témoigné en faveur des accusés et que tous, au contraire, les ont chargés ?

**V. R.** — Pour les Allemands, leur silence est assez simple à comprendre. Il faut se rappeler

**TÉMOIN MORGEN.** — Le personnel de surveillance des camps de concentration relevait des tribunaux des SS et de la Police, c'est-à-dire que le tribunal local du ressort était compétent pour les camps de concentration. Ce tribunal ne pouvait pas, étant donné sa compétence réduite, agir hors de son ressort.

Or, lors de ces enquêtes et de leurs ramifications étendues, il était nécessaire de sortir de leur ressort. En outre, il fallait que nous ayons un personnel compétent en matière de Droit criminel, c'est-à-dire la Police criminelle. La Police criminelle ne pouvait entreprendre directement une enquête parmi la troupe et ce n'est qu'à l'aide d'un mécanisme d'activité politique et juridique qu'il était possible de tirer des faits au clair, et c'est dans ce but qu'on me remit ces pouvoirs particuliers du Reichsführer.

**M. PELCKMANN.** — Quelle fut alors l'extension que prirent ces enquêtes ? Pouvez-vous vous expliquer brièvement, car le témoin Reinecke a déjà traité en partie cette question ?

**TÉMOIN MORGEN.** — Je fis des enquêtes à Weimar-Buchenwald, Auschwitz, Sachsenhausen, Oranienburg, Hertogenbosch, Krakovie, Plaszow, Varsovie, et au camp de concentration de Dachau, et d'autres encore ont fait l'objet d'enquêtes après mon départ.

**M. PELCKMANN.** — Combien d'enquêtes ont-elles été faites ? Combien ont été jugés ? Combien de condamnations à mort ?

**TÉMOIN MORGEN.** — J'ai traité environ 800 affaires, c'est-à-dire 800 dossiers, mais un dossier comprenait plusieurs cas. Lors de mon activité, on a jugé 200 personnes ; moi, personnellement, j'ai arrêté cinq commandants de camps de concentration, deux furent fusillés après jugement.

**M. PELCKMANN.** — Vous dites qu'ils furent fusillés ?

**TÉMOIN MORGEN.** — Oui. A part les commandants, il y eut encore de nombreuses condamnations à mort pour des chefs et des sous-officiers.

↑ Fac-similé de la page 523 du tome XX des 41 volumes du premier procès de Nuremberg. Audience du 7 août 1946, témoignage du juge SS Konrad Morgen.

Comment expliquer que des commandants de camps aient pu être fusillés pour activités criminelles si, vraiment, les camps avaient été des usines de mort ?

que le gouvernement du Reich, qui survécut au suicide de Hitler, disparut de fait le 22 mai 1945, lorsque, sur l'ordre d'Eisenhower, tous ses membres ainsi que le haut commandement de la Wehrmacht furent mis en état d'arrestation<sup>22</sup>. A partir de ce jour, les vainqueurs imposèrent définitivement leurs lois en Allemagne, appliquant des textes qui permettaient aux troupes d'occupation d'effectuer des arrestations arbitraires et de prononcer des détentions administratives ou des déchéances de toutes sortes, sans les motiver autrement que par des raisons vagues de sécurité. La « dénazification » de la société allemande était en marche.

De nombreux allemands furent arrêtés et mis soit en prison, soit dans des camps. Ceux-là ne pouvaient donc plus témoigner. Il en était de même pour tous les Allemands qui vivaient en zone russe et qui étaient réduits au silence.

<sup>22</sup> Voy. Amiral Dönitz, *Dix Ans et Vingt Jours* (Plon, 1959) pp. 376-378.



Quant à ceux qui avaient eu la chance d'échapper à la dénazification et de retrouver un petit emploi, ils désiraient avant tout ne pas faire parler d'eux ; et la plupart de ceux qui, ayant été au service du régime national-socialiste, pouvaient avoir quelque chose à dire, étaient dans ce cas. Telle est la raison pour laquelle en 1945, très peu d'Allemands osèrent crier haut et fort la vérité.



↑ Procès en « dénazification » en zone américaine. 13 millions d'Allemands qui vivaient dans cette zone eurent à remplir un questionnaire comprenant 131 rubriques. Ce fut la plus grande chasse à l'homme de l'histoire...

↓ Chez un particulier, des soldats américains cherchent des livres déclarés interdits par les vainqueurs. Lorsque de tels ouvrages étaient découverts, ils étaient saisis et brûlés. La plus grande destruction de livres par le feu a eu lieu en Allemagne en 1945 ; tous les livres scolaires, notamment, disparurent, ce qui représente des millions d'ouvrages. En comparaison, rappelons que, le 10 mai 1933, les nationaux-socialistes avaient brûlé 20 000 livres environ.



H. V. — Il y en eut quand même...

V. R. — Naturellement, mais des pressions furent exercées sur eux afin de tenter de les faire taire.

Un exemple typique est celui du maréchal allemand E. Milch. Lors du « grand procès » de Nuremberg, celui-ci vint comme témoin de la Défense. Durant deux audiences, les 8 et

11 mars 1946, il raconta des anecdotes démontrant que Hitler avait tout fait pour maintenir la paix avec les puissances occidentales. L'une d'entre elles était relative à la pénurie de bombes qui sévissait en Allemagne encore en mai 1939.

A cette époque, le témoin avait demandé à Hitler s'il fallait commencer à en fabriquer, lui précisant que la fabrication « *demanderait plusieurs semaines, plusieurs mois* ». Le Führer avait répondu par la négative et déclaré qu'ils disposeraient « *pour cela de tout le temps voulu* ». A la fin de l'été 1939, alors que la situation internationale se dégradait, E. Milch avait posé de nouveau la question, et de nouveau Hitler avait refusé. Il fallut attendre le 12 octobre 1939, six jours après que Hitler ait proposé la paix aux puissances occidentales et que celles-ci aient refusé, pour qu'enfin, le Führer déclare : « *Mes tentatives en vue de maintenir la paix avec l'Ouest après la campagne de Pologne ont échoué. La guerre continue. Maintenant, nous pouvons et nous devons fabriquer des bombes* » (TMI, IX, 58-9). E. Milch raconta de même qu'un jour de novembre 1937, Hitler lui avait dit : « [...] je m'appuierai toujours sur l'Angleterre. J'essaierai toujours de collaborer avec elle » (Ibid., 59). Durant les audiences, le témoin parla en faveur de :

- Hermann Göring, déclarant qu'il n'avait pas voulu la guerre<sup>23</sup> et qu'il n'avait rien

<sup>23</sup> « *J'avais toujours eu l'impression, et ceci est devenu patent lors de l'occupation de la Rhénanie, qu'il [H. Göring] craignait que la politique de Hitler ne conduisît à la guerre. A mon avis, il était opposé à la guerre* » (TMI, IX, 57).

« Dr LATERNER. — Témoin, à l'époque critique de 1939, vous aviez avec l'accusé Göring des rapports



su des expériences sur des humains réalisées par le Dr Rascher<sup>24</sup> ;

- de Speer, confirmant qu'à partir de 1944, l'accusé avait été de plus en plus mis à l'écart des sphères dirigeantes<sup>25</sup> et que, lorsqu'il supervisait encore les travaux de construction, il avait demandé l'embauche d'une main-d'œuvre allemande de préférence à une main-d'œuvre étrangère<sup>26</sup> ;
- de Sauckel, révélant qu'il avait observé un comportement très humain envers les ouvriers étrangers dont il était responsable<sup>27</sup>.

Par la suite, E. Milch fut traduit devant les tribunaux pour son action sous Hitler. Or, le 9 avril 1947, il fit une déclaration sous serment — certifiée par son défenseur M<sup>e</sup> Berg-hold — dans laquelle il révélait que des pressions avaient été exercées sur lui en novembre 1945 afin qu'il témoigne non pas en fa-

*de service étroits. Avez-vous eu connaissance, par lui, d'un vaste plan pour le déclenchement d'une guerre de grande envergure ?*

TÉMOIN MILCH. — Non. » (Ibid., 60-1).

<sup>24</sup> « Le Reichsmarschall m'a demandé, lorsque je lui ai parlé de ces expériences : "Qu'est-ce que cela veut dire ?", et je le lui ai donné la réponse que l'inspecteur de santé m'avait faite. Je lui ai dit que nous ne voulions pas nous en mêler et que nous les désapprouvions. Il m'a déclaré qu'il était du même avis [...]. Je ne sais pas ce dont il s'est agi lors de ces expériences. Je ne sais pas ce qu'ont fait ces hommes. Je ne me l'explique pas encore.

Dr STAHLER. — Le Reichsmarschall le savait-il ?

TÉMOIN MILCH. — Non, certainement pas. » (TMI, IX, 60).

<sup>25</sup> « Il [A. Speer] n'avait plus la moindre influence sur les travaux depuis que le service des constructions de l'organisation Todt dépendait directement du Führer. Ainsi, Speer était de plus en plus écartée de cette sphère d'activité » (TMI, IX, 71).

<sup>26</sup> « Dr FLÄCHSNER. — Y avait-il en 1943 et 1944 des réserves de main-d'œuvre allemande et Speer a-t-il demandé l'utilisation de ces réserves au lieu d'ouvriers étrangers ?

TÉMOIN MILCH. — Oui. Speer a demandé à plusieurs reprises que l'on engageât les réserves d'ouvriers allemands, même si cette mobilisation était difficile à réaliser » (TMI, IX, 73).

<sup>27</sup> « Dr SERVATIUS. — Connaissez-vous les ordres de Sauckel sur le traitement des ouvriers [étrangers] ? [...]. Son point de vue était-il humanitaire ou très strict ?

TÉMOIN MILCH. — Sa position était très humanitaire. Il avait reçu de Hitler une tâche très difficile. Autant que je sache, lui-même avait été ouvrier et il connaissait en particulier le dur métier de marin ; il était par conséquent bien disposé envers les ouvriers » (TMI, IX, 78).

veur des accusés mais contre eux. En voici le texte :

Moi, Erhard Milch, Generalfeldmarschall, né le 30-3-1892 à Wilhelmshafen, en ce moment au tribunal de Nuremberg, ai été prévenu que je suis punissable en faisant une fausse déclaration sous serment.

Je déclare sous serment que mes déclarations sont vraies, et qu'elles seront remises à un tribunal allemand comme preuves.

Le 5-11-45, le très connu major Emery, comme il se nommait en Allemagne, mais aussi Englander comme il se nommait en Angleterre, me rendit visite à Nuremberg. Il m'était déjà connu en Angleterre. Je suppose que son vrai nom est un autre. Il était à ce qu'il m'a une fois raconté, banquier à New York. Il dirigeait le camp d'enquête anglais n° 7, auquel appartenait aussi le Capitaine Tracy (certainement aussi un nom faux). À l'arrivée du major Emery au tribunal de Nuremberg, justement un enquêteur américain s'occupait de moi. J'entendais par hasard que cela devait être un major Mahagan (?) Après une courte entente à trois, Emery demanda au major Mahagan de nous laisser seuls. Emery m'annonça ensuite que si je continuais à faire des dépositions pour Goering, Speer et les autres accusés du tribunal international, j'avais à compter d'être moi-même accusé de crime de guerre. Je déclarai que je n'avais commis aucun crime de guerre et que je ne voyais aucune raison pour être accusé. Emery répondait : « ceci est une chose très simple, nous pouvons, si nous voulons, accuser chaque Allemand de crime de guerre, et lui faire un procès, qu'il ait commis un crime ou non. Pourquoi parlez-vous pour Goering et les autres, ils ne le feraient pas pour vous, et je voudrais vous donner un bon conseil, parlez contre ces gens, ceci dans votre propre intérêt. » Je lui répondis que je ne disais que la vérité, que ma personne ne jouait aucun rôle, et que je n'avais peur d'aucun procès. Emery répond : « Pensez que vous êtes encore jeune et que vous pourriez encore jouer un rôle et aussi que vous êtes obligé de penser à votre famille. » Je refusai naturellement le conseil qu'il me donnait, même s'il était bien donné. Emery termina en disant qu'alors il ne pouvait pas m'aider. A partir de ce moment, je savais qu'on allait essayer de me faire un procès de criminel de guerre contre moi. J'ai raconté ceci à des camarades de Nuremberg et Dachau ainsi qu'à des délégués de la Croix-Rouge Internationale de Genève.

Nuremberg le 9-4-47

Signé : Erhard Milch, Generalfeldmarschal

La signature du Generalfeldmarschal Erhard Milch a été donnée en ma présence, à Nurem-



berg, devant l'avocat D<sup>r</sup> Friedrich Bergold, et est attestée comme vraie.

D<sup>r</sup> Friedrich BERGHOLD, Avocat au tribunal militaire II, Nuremberg. »<sup>28</sup>

De telles méthodes étaient d'autant plus efficaces que, comme le remarque M. Bardèche, « presque tous les témoins étaient en même temps ou pouvaient devenir des accusés : il n'était pas difficile de leur persuader qu'en chargeant leurs chefs ou en falsifiant les faits selon le vœu du Ministère public ils servaient leur propre cause » (*Ibid.*, p. 120). Bien que nous n'ayons pas de documents en notre possession, on peut imaginer que tous les témoins traités ainsi n'eurent pas le courage du maréchal Milch.

De plus, continue M. Bardèche : « Quand cet argument ne suffisait pas, on les menaçait de les livrer aux autorités soviétiques ou polonaises » (*Id.*).

Le 3 mars 1948, ainsi, lors du procès Weizsäcker, l'avocat de l'accusé, M<sup>e</sup> Schmidt-Leichner interrogea un témoin nommé Eberhard von Tadden. On lit :

D. — [...] vous avez été interrogé [...] en 1946 ?

R. — Oui.

D. — Pourrais-je vous demander si, dans ce premier interrogatoire, selon vous, vous étiez interrogé comme témoin ou comme accusé ?

R. — Ma situation dans l'interrogatoire de 1946 n'a d'abord pas pu être claire pour moi, mais après l'interrogatoire de septembre, non de la fin d'août, j'avais l'impression que les interrogatoires étaient encore pour le procès international.

D. — Vous a-t-on fait savoir pendant l'interrogatoire qu'il était possible de vous remettre aux autorités françaises ?

R. — Oui.

D. — Plaît-il ?

R. — Oui.

D. — Voulez-vous, s'il vous plaît, donner quelques explications au haut tribunal.

R. — On m'avait fait savoir qu'il me restait deux chances, ou de faire un aveu, ou alors d'être transmis aux autorités françaises, devant un tribunal français et la peine de mort serait sûre pour moi. Un délai de vingt-quatre heures m'avait été accordé, pendant lequel j'avais à me décider.

M<sup>e</sup> Schmidt-Leichner : Je vous remercie, je n'ai plus d'autres questions. »<sup>29</sup>

Huit jours plus tard, dans le même procès, un des avocats interrogea un autre accusé, Haefliger. La discussion suivante put alors être entendue :

D. — Avez-vous déjà été interrogé ou non ?

R. — J'ai été interrogé lors de mon arrestation par M. Sachs, et celui-ci me menaça de me livrer aux autorités russes, parce que j'étais ressortissant suisse, et si je me reposais sur ma nationalité suisse, il me faisait remarquer qu'il n'y avait aucune relation diplomatique entre la Russie et la Suisse. »<sup>30</sup>

Et M. Bardèche de poursuivre :

Les mémoires des avocats donnent des exemples analogues. Je cite d'abord un fragment d'un mémoire du D<sup>r</sup> Rudolf Aschenauer, avocat des SS dans le procès des *Einsatzgruppen*, mémoire portant la date de juin 1948.

« Dans le procès des *Einsatzgruppen* un journal de Berlin par exemple, publia que tous les membres de ce groupe qui n'auront pas été jugés par le tribunal de Nuremberg seront remis aux autorités russes, ce qui eut comme suite que personne ne se présenta comme témoin. Les détenus qui étaient annoncés comme témoins à décharge passaient presque tous d'abord devant des juges. Ils étaient l'objet de nombreuses menaces, en particulier d'être livrés aux Polonais (D<sup>r</sup> Barthols, D<sup>r</sup> De Baecker, Vietz). Ceci faisait que ces témoins étaient ensuite dans leurs déclarations très timides, car ils s'attendaient à être livrés aux Polonais, et savaient que leurs déclarations seraient employées contre eux-mêmes. Dans un cas, le D<sup>r</sup> Stier, a vraiment été livré aux Polonais (en ce moment encore il est dans la prison de Varsovie). »

Deux autres mémoires, présentés dans le même procès, l'un du D<sup>r</sup> von Imhoff, l'autre du D<sup>r</sup> Georg Fröschmann, avocats d'autres accusés, protestant contre les mêmes faits.

« Dans le même procès, un Allemand qui était demandé comme témoin, et qui voulait témoigner pour l'accusé, fut accueilli au tribunal, par ces paroles du juge : "Comme le témoin sera remis aux autorités polonaises demain, nous avons été obligés de le faire venir aujourd'hui." Le témoin, qui ne savait rien de tout cela, fut presque dans l'impossibilité de témoigner tellement il avait peur. (D<sup>r</sup> von Imhoff.) Souvent des personnes qui étaient venues pour témoigner pour l'accusé furent prévenues qu'elles seraient remises à des autorités étrangères, ceci pour obtenir que les témoins ne parlent pas. Je pense par exemple à des personnes comme les

<sup>28</sup> Cité par Maurice Bardèche dans *Nuremberg II ou Les Faux Monnayeurs* (Éd. des Sept Couleurs, 1950), pp. 118-120.

<sup>29</sup> *Ibid.*, pp. 121-122.

<sup>30</sup> *Ibid.*, pp. 122.



accusés : Berger, les témoins, Dr Barthels, Brautigam, Meurer et d'autres. Une interrogation des différents témoins montrerait la justesse de ces déclarations. » (Dr Georg Fröschmann.) [pp. 122-123].

De tels agissements permettent de comprendre pourquoi, immédiatement après la guerre, alors que la propagande anti-allemande battait son plein, presque aucun allemand n'osa se lever afin de dénoncer les mensonges colportés par les vainqueurs.

**H. V.** — Mais une fois les premières années passées et les passions retombées, certains eurent-ils le courage ?

**V. R.** — A ma connaissance, il fallut attendre 1973 pour qu'un Allemand, Thies Christophersen, qui avait travaillé à Auschwitz en 1944, ose écrire et diffuser son témoignage. L'auteur débutait ainsi :

J'ai été à Auschwitz de janvier à décembre 1944. Après la guerre, j'entendis parler des massacres de masse perpétrés par les SS sur les Juifs prisonniers — du moins telle était l'affirmation générale. J'étais profondément stupéfait. Malgré les témoignages, les articles de journaux, les émissions de radio et de télévision, je ne crois toujours pas à ces atrocités<sup>31</sup>.

Bien qu'il n'ait pas logé à Auschwitz-Birkenau même (il logeait et travaillait au sous-camp de Raisko, à 3 km du camp principal, où les Allemands cultivaient des plantes à caoutchouc), T. Christophersen avait « [fait] le tour du camp et vérifié tous les foyers et cheminées fumantes » sans rien découvrir de suspect (*Ibid.*, p. 43). D'après son récit, Auschwitz était un grand camp de travail qui fournissait la main-d'œuvre aux industries et ateliers environnants. T. Christophersen y avait d'ailleurs été une première fois afin d'embaucher 100 travailleurs pour les plantations de Raisko (*Ibid.*, p. 39). La nourriture y était satisfaisante<sup>32</sup> et les détenus convenablement traités. T. Christophersen racontait par exemple :

Pour ceux qui vivaient dans notre secteur du camp, tout resta bien organisé. Le colonel A. avait obtenu que la camionnette du cinéma en campagne vienne une fois par semaine dans notre camp. Ensemble, avec les détenus, nous vîmes les films *Münchhausen* et *La ville dorée*. Par contre, les films de propagande comme *Le juif Süß*, *Kolberg* et *Les Cadets* ne furent pas montrés aux détenus. Dans la salle commune, les détenus avaient le droit d'organiser des services religieux. J'ai assisté à plusieurs d'entre eux et je dois dire que certains étaient très solennels, surtout ceux de la paroisse orthodoxe russe à laquelle appartenaient la plupart de nos employés civils. Un groupe de théâtre s'était constitué parmi les détenus. Un soir, il nous invita à une représentation de *Faust*. Des comédiens professionnels n'auraient pas fait mieux [*Ibid.*, pp. 42-43].

Dans un dernier chapitre intitulé : « Pourquoi s'être tus », le témoin n'hésitait pas à écrire :

1. Nous ne nous sommes pas tus, mais personne n'a voulu écouter nos récits, aucun journal, aucune maison d'édition n'a voulu les publier.
2. Aujourd'hui encore [en 1973] il ne manque pas de témoins vivants qui pourraient confirmer mes déclarations ou en faire de semblables. Mais nous ne sommes pas protégés par un État respectueux du droit et ce serait un suicide que de dire la vérité [*Ibid.*, p. 50].

En écrivant cela, T. Christophersen n'exagérait pas. Condamné à de la prison pour son action en faveur de la vérité, il a été obligé de fuir son pays.

**H. V.** — D'autres Allemands ont-ils confirmé les déclarations de T. Christophersen ?

**V. R.** — A ma connaissance, un seul autre qui connaissait T. Christophersen et qui, en 1991, a fait devant notaire une déclaration sous serment, dont voici le texte :

Déclaration sous serment.

En complète connaissance des sanctions prévues par la loi pour faux serment, je soussigné, Franz Krause, né le 16.06.1904 à Gedaiten, commune d'Allenstein / Prusse orientale, habitant à ..., ai fait sous serment la déclaration qui suit et dont je certifie l'exactitude et la véracité. J'ai servi d'octobre 1943 à mai 1945 comme *Hauptscharführer* à l'état-major de la section I du régiment blindé de la division Viking et, au début de mai 1944, j'ai été détaché comme point d'appui du régiment. Par « point d'appui », on entend la gestion du matériel

<sup>31</sup> Voy. T. Christophersen, *Le Mensonge d'Auschwitz* (version française publiée par le VHO et annotée par Vincent Raynouard, 1999) p. 23.

<sup>32</sup> « J'ai pris souvent mon repas de midi à leur roulotte [celle des déportés] et ne l'ai point trouvée mauvaise » (T. Christophersen, *op. cit.*, p. 40)



de rechange, des appareillages, des vêtements etc. Je reçus l'ordre d'installer ce point d'appui dans le camp de concentration d'Auschwitz, la division étant cantonnée sur le terrain d'exercice Heidelager (Debica, Pologne). La direction d'Auschwitz mit un baraquement à ma disposition pour y entreposer mon matériel. J'y séjournai au total dix semaines, de sorte que j'eus la possibilité de faire venir ma femme et notre fils de 5 ans que je logeai dans une maison individuelle que la direction du camp mit à notre disposition. Comme je disposais de temps libre, j'entrepris de faire le tour du camp afin de mieux le connaître. A aucun moment, la direction du camp ne tenta de m'en empêcher. Je me souviens particulièrement bien de ce que, un matin, j'ai entendu de la musique et me suis dirigé vers l'endroit d'où elle provenait. Devant les bâtiments de l'administration, des milliers de détenus se mettaient en rang et, sous la direction de kapos (des détenus) et, en musique, ils empruntaient la *Lagerstrasse* pour rejoindre les usines d'équipements dans lesquelles ils travaillaient. Le soir, ils revenaient au camp. Ce cérémonial se reproduisit chaque jour de mon séjour à Auschwitz. J'ai constaté que leur état de santé et que leur allure étaient bons. J'ai constaté la même chose dans le camp des femmes. Celles-ci marchaient en chantant « *Hoch auf dem gelbem Wagen* » [En haut sur ma charrette jaune] en direction de la station d'essais agricoles dirigée par Thies Christophersen. Je me souviens bien que les femmes venaient du sous-camp de Birkenau. Lors d'une de mes visites, je découvris un camp avec des valises. Comme la seule chose que j'avais pu sauver du chaudron de Tscherkassy était ma vie, j'ai été demander au commandant du camp Baer de me donner une de ces valises. Il refusa. Plus tard, il me déclara que ces valises appartenaient aux détenus et qu'il ne pouvait en disposer. Il m'apprit à cette occasion que, quelques semaines plus tôt, une commission avait perquisitionné les logements du personnel du camp. Quand elle découvrait un objet ayant appartenu à un détenu, elle envoyait le contrevenant au camp de punition pour SS de Danzig-Matzkau. Baer ne voulait pas risquer une telle punition pour une simple valise. Je n'ai jamais oublié cette conversation. Nous avons également visité une salle de musique du camp. Globalement, j'ai trouvé qu'Auschwitz était un camp de travail propre. Je n'ai eu aucun contact avec les détenus eux-mêmes ; de jour, ils se trouvaient dans les unités de travail de sorte que le camp était presque vide. Je n'ai jamais constaté de brutalité de la part de SS envers des détenus. Une seule fois, observant un commando de travail occupé à arracher les mauvaises herbes dans le camp, j'ai constaté que le kapo était très agressif

et je l'ai vu donner des coups de pied à certains détenus [...].

Minute n° 11 enregistrée le 7 mars 1991 par le notaire Helmut Mayer à Einbeck.

Cet homme a attendu sa 87<sup>ème</sup> année pour oser témoigner. C'est dire la terreur qui règne encore en Allemagne.

**H. V.** — Si, vraiment, les conditions de vie dans les camps étaient telles que les rapportent ces deux Allemands, comment expliquer qu'en 1945 et après, aucun ancien déporté ne soit venu témoigner en faveur de ses anciens geôliers ?

**V. R.** — Certains ont voulu, mais ils en ont été empêchés, et c'est là l'un des dossiers les plus scandaleux de l'après-guerre. Dans son livre déjà cité, M. Bardèche a admirablement dénoncé le fait. Celui-ci écrit :

D'autres fois, quand l'extradition ou la dénazification ne peuvent être envisagées contre le témoin, ce sont les associations de déportés politiques et de victimes raciales qui interviennent, et fréquemment menacent, pour empêcher des témoins de déposer. Ce dernier mode de chantage est particulièrement grave, parce qu'il a souvent privé les accusés de témoins appartenant aux catégories qu'on représentait comme victimes des atrocités allemandes, et qu'ils étaient disposés à déposer sans exagération sur leurs conditions de vie. L'absence de ces témoignages a non seulement causé la perte de certains accusés, mais elle a singulièrement facilité la tâche de la propagande anti-allemande. Il a été facile dès lors de dire qu'il y avait unanimité dans les dépositions, qu'il n'y avait jamais de variantes, qu'en fait on n'avait presque pas besoin de déposition pour constater des crimes aussi évidents. Tout ceci ressemble beaucoup à une action concertée, en vue de ce qu'il faut bien appeler un habile maquillage de la réalité.

Voici toute une documentation qui concerne le camp de concentration d'Auschwitz, où les dirigeants de l'I.G. Farben, le grand trust chimique allemand, furent accusés de crimes contre l'humanité, pour avoir utilisé des internés politiques comme travailleurs dans leur usine locale.

Les associations d'anciens internés politiques et de victimes du régime nazi ont organisé une campagne d'intimidation auprès des anciens déportés pour s'opposer à leurs témoignages. Le fait a été constaté par le D<sup>r</sup> Alfred Seidl, dans son plaidoyer pour l'ingénieur Walter Dürrfeld, devant



le Tribunal militaire n° VI. Je cite la sténographie des débats, pages 50 et 51 :

« ... Ces difficultés propres à la défense se sont fait sentir d'une manière particulièrement aiguë à propos des anciens internés qui travaillaient dans l'usine d'Auschwitz de l'I.G. Farben. Dès qu'il s'agissait d'internés politiques, ces difficultés étaient insurmontables et les témoignages impossibles, car les organisations de "déportés du régime nazi" défendaient à leurs membres de parler pour les accusés. Il est aussi arrivé que des membres qui néanmoins avaient parlé ou donné des déclarations sous serment pour les accusés, ont été l'objet, de la part d'autres membres de leurs organisations de pressions pour les obliger à démentir leurs témoignages. Il est compréhensible que dans ces conditions, il soit impossible d'entendre la vérité. »

La même protestation est reprise dans le mémorandum sur les droits et les moyens de la défense au procès de l'I.G. Farben, présenté au nom des divers défenseurs par le Professeur Wahl, de l'Université de Heidelberg :

« Les défenseurs ont rencontré encore parfois de plus grandes difficultés. Par exemple, le groupement des "déportés politiques" qui travaille avec les accusateurs, a fait savoir à ses membres qui travaillaient dans la I.G. de ne pas parler pour les accusés de la I.G. Malgré cela, des ouvriers d'une fabrique de la I.G., qui connaissaient très bien les accusés sans appartenir à leurs partis politiques, ont fait la grève pour témoigner que les directeurs accusés ne sont pas fautifs, et n'appartiennent nullement au groupe des criminels de guerre. »

Voici maintenant des pièces annexées au mémorandum de la défense et émanant d'internés politiques eux-mêmes. Je cite d'abord un fragment d'une lettre adressée sur cette affaire, en date du 9 juin 1948, au Cardinal Wurm, archevêque de Stuttgart :

« Je suis ancien interné du camp de concentration d'Auschwitz et ai été demandé comme témoin à décharge devant le tribunal de Nuremberg, dans le procès de la I.G. Farben. J'avais déjà fourni une déclaration en 1947, par un affidavit qui a été remis au professeur Wahl, document qui est certainement la cause de ma convocation à Nuremberg.

Avant même d'avoir été interrogé pour la première fois à Nuremberg, j'apprenais par un employé de l'Union des Déportés (V.V.N.) de Nuremberg-Bade

que les représentants du Ministère public au procès de la I.G. Farben, messieurs von Halle et Minskoff, avaient fait savoir à Stuttgart à l'Union des Déportés, région de Francfort, que je n'étais sûrement pas interné dans le camp de concentration comme interné politique, et qu'il était probable que j'avais commis des crimes contre l'humanité. Je ferai remarquer que je suis en possession de la carte des internés politiques Nr. 441 et que j'ai été reconnu par l'Union des Déportés de Wurtemberg-Bade, sous contrôle de la police de Stuttgart. Il est donc certain que mes papiers avaient été examinés, et qu'il ne pouvait pas s'agir d'erreur. Je suis employé depuis un an. Mon casier judiciaire est en ordre et ne contient aucune condamnation.

Le but de ces manœuvres est clair. Après avoir essayé de me faire peur avec ces déclarations à l'Union des Déportés et surtout en m'annonçant que l'on me soupçonnait de crimes contre l'humanité, on croyait que je ne témoignerais pas. Après avoir réglé mes affaires en cas d'arrestation, je me suis rendu à Nuremberg pour faire mes déclarations. L'attitude de messieurs von Halle et Minskoff pendant ma déposition, le D<sup>r</sup> Seidl, l'avocat bien connu, pourra lui-même la préciser.

J'ai dit exactement dans cette déposition ce qu'avait été là-bas la vie de mes camarades. J'en appelle au témoignage de Martin N... de Bad-Cannstatt (suit l'adresse). Lui aussi est ancien interné du camp de concentration d'Auschwitz. »

Ce témoignage n'est pas isolé. Il est confirmé par des interrogatoires d'autres internés politiques devant le Tribunal militaire VI, lors de la même affaire. Je cite la sténographie des débats, déposition du témoin... de K. Interrogé par le Ministère public, le témoin déclare :

« ... Je voudrais faire remarquer que l'on a essayé de me faire des difficultés. Après que des membres du "comité des victimes racistes" apprirent que je devais déposer, ils ont même essayé de me faire arrêter. Ils n'ont pas même eu honte de demander à des camarades internés avec moi, si je n'avais pas battu pendant ce temps des Juifs ou autres, pour trouver une occasion de me faire arrêter et d'empêcher mon voyage à Nuremberg.

Mais ces messieurs n'ont pas réussi.

R. — Je vous remercie, je n'ai pas d'autres questions, Monsieur le Président. »

Ensuite, le témoin est interrogé par le D<sup>r</sup> Servatius, l'un des avocats de l'I.G. Farben. Voici la sténographie des questions et des réponses :



D. — Monsieur le témoin, comme nous avons l'intention de ne pas nous contenter de lire votre déclaration sous serment, nous avons fait la demande au tribunal de vous faire venir vous-même à Nuremberg. La demande a été acceptée et le secrétaire général de ce tribunal vous a fait parvenir un télégramme par lequel on vous faisait savoir de venir comme témoin le 12 à Nuremberg.

R. — Oui, j'ai reçu ce télégramme.

D. — Vous avez répondu que vous aviez reçu ce télégramme, est-ce vrai ?

R. — Oui, cela est vrai.

D. — Était-ce le 12 ?

R. — Non, cela devait être le 11, même le 10 ou le 11.

D. — Monsieur le témoin, un deuxième télégramme est alors arrivé, adressé au Lieutenant P. J'ai ce télégramme en main, il signalait : "Je n'attache pas d'importance à l'interrogatoire de la défense et retire mes déclarations".

R. — Cela est juste, j'avais envoyé ce télégramme après avoir parlé à des camarades par suite de...

D. — Excusez-moi, Monsieur le témoin, de vous interrompre, je ne vous ai pas encore posé de questions. Je voudrais savoir ceci : après votre déclaration sous serment, une personne de l'Union des Déportés vous a-t-elle interrogé entre le mois de mars et avril, en vous demandant les termes exacts de votre déclaration ?

R. — Je n'ai pas été interrogé sur les termes exacts de ma déclaration, on m'a seulement demandé si j'allais témoigner pour la défense.

D. — Qui vous l'a demandé ?

R. — Un certain P..., de F.

D. — Cet homme s'appelle ?

R. — P...

D. — Ce P. est-il membre de l'Union des Déportés ?

R. — Oui.

D. — Que vous a dit cet homme ensuite ?

R. — Si vraiment j'avais l'intention de le faire, qu'il m'était certainement connu par des articles de journaux de l'Union des Déportés que celle-ci n'aimait pas que ses membres témoignent pour les accusés dans les procès.

D. — Vous a-t-on déclaré ce qui vous arriverait, dans le cas où vous témoigneriez tout de même ?

R. — Oui, on m'annonçait que je pouvais dans ce cas m'attendre à ce que je ne sois plus reconnu comme membre de l'Union des Déportés et que certains groupes ou sections de l'Union trouveraient bien moyen de me le faire savoir.

D. — Y avait-il encore quelqu'un à part ce P..., pendant votre conversation ?

R. — Pendant cette conversation, non.

D. — Plus tard, y eut-il encore une autre conversation où d'autres personnes assistaient, à part ce P. ?

R. — Oui.

D. — Quand était cette conversation ?

R. — Elle était le 11, à G.

D. — Où eut-elle lieu ?

R. — Elle eut lieu chez un Monsieur H. dans son logement où se trouve aussi le bureau de l'Union des Déportés.

D. — Ainsi, là, à G. chez ce Monsieur H. se trouve le bureau de l'Union des Déportés, c'est bien cela ?

R. — Oui.

D. — Combien de personnes ont discuté avec vous dans ce bureau de l'Union des Déportés ?

R. — Un seulement a discuté.

D. — Et combien y avait-il de personnes avec lui ?

R. — Deux.

D. — Vous a-t-on dit à G., ce qui se passerait si néanmoins vous étiez témoin pour la défense ? Ou tout simplement si vous étiez témoin ?

R. — On ne m'a pas dit directement ce qui se passerait, mais qu'ils n'aimaient pas en principe que leurs membres soient témoins. Je l'ai compris comme une pression, et sur ce j'envoyai ce télégramme. J'ai déclaré que je ne voulais pas faire le contraire de mes camarades, et que je n'irais pas à Nuremberg.

D. — Vous dites que vous aviez l'impression de subir une pression. Avez-vous craint, par exemple d'être exclu de l'Union et de perdre les faveurs dont les membres de l'Union bénéficient en différentes circonstances ?

R. — Oui. »

Enfin, je reproduis, toujours sur la même question, des déclarations, faites par des condamnés, actuellement détenus à la prison de Landsberg. Elles ont, sans doute, moins de poids que les dépositions précédentes, mais elles ne sont pas négligeables, puisqu'elles sont recoupées par ce qui vient d'être dit. Voici un passage d'une déclaration sous serment de Karl H..., faite à Landsberg, le 18 février 1948 :

« La doctoresse juive, D' Lange-Waldeg et l'ancienne internée de camp de concentration, Mydla, de Berlin, avaient fait, spontanément, des déclarations. Les témoins ont été l'objet d'une intervention de la part de l'Union des Déportés et n'ont plus fait de déclarations. »

Voici un autre passage, extrait d'une déclaration sous serment de Woldemar H..., faite à Landsberg, le 17 février 1948 :



« Un de mes témoins à décharge, M. Friedrich D..., ancien interné du camp de concentration de Buchenwald, a déclaré devant témoins qu'il avait été menacé par l'Union des Déportés de graves représailles s'il témoignait pour un accusé, dans un procès de crime de guerre à Nuremberg. Dans mon procès, 12 anciens internés du camp de concentration de Buchenwald voulaient venir spontanément par camion de Hambourg à Nuremberg sans avoir été même convoqués par la défense pour témoigner pour moi. Le parti communiste de Hambourg stoppa leur camion sur la route et les empêcha de témoigner dans mon procès (les affidavits peuvent être procurés). »

Ces cas ne sont pas isolés, ils ne sont pas limités à l'affaire de la I.G. Farben. Je ferai remarquer en passant que la documentation que je viens d'apporter se rapporte au camp de concentration d'Auschwitz, dans lequel, d'après l'étrange confession du directeur du camp, témoignage entouré de circonstances assez surprenantes, sur lesquelles il faudra bien revenir quelque jour, on nous affirme péremptoirement que tous les Juifs sans exception passaient aussitôt à la chambre à gaz. Mais voici d'autres exemples, que je cite au hasard parmi les mémoires des défenseurs ou la sténographie des procès.

Devant le Tribunal militaire n° VI, audience du 14 avril 1948, le D<sup>r</sup> Seidl interroge le témoin Helmuth Schneider et obtient les déclarations suivantes :

« D. — Avez-vous déjà été interrogé par M. von Halle, que vous a-t-il dit au commencement de l'interrogatoire ?

R. — M. von Halle m'a demandé avant qu'un procès-verbal n'ait été fait, « êtes-vous prêt à faire une déclaration convenable ? » Sur ce, j'étais très étonné car comme personne normale, muni de mes cinq sens, j'étais capable de faire une déclaration normale. M. von Halle m'a fait comprendre ensuite qu'il avait compris sous le mot convenable, le mot utilisable. Je déclarais que je ne savais pas à quel point ma déclaration était utilisable, mais que j'allais dire la vérité. M. von Halle me fit remarquer qu'il avait l'occasion et les moyens de me faire faire des déclarations utilisables, ce mot a été utilisé exactement. »

Devant le même Tribunal, audience du 13 février 1948, le D<sup>r</sup> Hoffmann, défenseur de l'accusé Ambros, intervient en ces termes en faveur de son client :

« M. le Président, je voudrais encore faire remarquer par le haut tribunal la chose suivante : le haut tribunal se rappelle, je crois, des déclarations du témoin Pfeffer qui avait témoigné

au sujet du cas Ambros. Un témoin qui, lui aussi, avait été présent pendant l'interrogation était un nommé M..., un Allemand qui se trouve en liberté. J'ai donc fait apparaître celui-ci pour la défense du nommé Ambros. L'Accusation a, de son côté, interrogé M..., ce qui est tout à fait en ordre. Maintenant ce témoin M... qui est libre, m'a fait dire qu'on lui avait défendu qu'il parle encore une fois avec moi : ceci, M. le Président, est, je crois, une chose injuste, et ne correspond pas aux principes ni de l'accusation ni de la défense de l'accusé. »

Au même endroit, le D<sup>r</sup> Hoffmann rappelle également que l'accusé Henri Pieck se plaint qu'on ait empêché un témoignage en sa faveur :

« Le témoin de nationalité hollandaise qui lui aussi voulait témoigner en ma faveur a fait savoir à mon défenseur, l'avocat D<sup>r</sup> Hans Gawlick, qu'une secrétaire du juge d'instruction lui avait fait savoir qu'il ne devait pas témoigner pour moi. »

Un mémoire du D<sup>r</sup> Aschenauer, daté de Nuremberg, 9 juin 1948, signale le cas d'une secrétaire qui a été l'objet de pressions et de menaces :

« Le remplaçant du juge principal Herbert Meyer, demandait à Leipzig une déclaration par foi de serment d'une sténotypiste. La déclaration n'étant pas faite comme il voulait, il menaçait la jeune fille qu'il reviendrait dans quelques minutes avec un officier russe, qu'elle devrait réfléchir. Sous cette menace la déclaration par foi du serment avait été donnée. »

Outre les pressions, les vainqueurs utilisaient toutes sortes de règles afin d'empêcher les Défenseurs d'entrer en contact avec les témoins potentiels. M. Bardèche poursuit :

[...] Il faut noter enfin une autre source de difficultés et d'obstacles qu'il serait naïf d'attribuer uniquement aux circonstances. Il fut impossible pour la défense d'entrer en contact avec les témoins résidant à l'étranger, et naturellement il lui fut impossible de les faire venir. On devine combien cette particularité peut être grave quand il s'agissait des camps de concentration, par exemple. Pratiquement, cela voulait dire que seuls les témoins demandés par l'accusation pouvaient être entendus au procès. Bien entendu, aucun règlement ne s'opposait à ce que les défenseurs allemands convoquassent des témoins étrangers ; mais, pratiquement, les difficultés étaient insurmontables. Voici un passage d'une intervention de



l'avocat D<sup>r</sup> Heintzeler, pour son client l'accusé Wurster, devant le Tribunal militaire n° VI, audience du 1<sup>er</sup> décembre 1947, qui montre bien le mécanisme de cette obstruction.

« D<sup>r</sup> HEINTZELER. — Haut tribunal, quand, il y a quelques semaines, le tribunal accusateur présenta le premier affidavit d'un Français qui travaillait dans une fabrique de la I.G., j'avais l'honneur de remarquer qu'il était nécessaire également de demander que d'autres Français soient admis à ce jugement, et qu'il serait nécessaire d'envoyer un défenseur ou des représentants en France à ce sujet. Pendant ce temps je m'étais mis en correspondance avec le Defense Center de cette maison, et je craignais que la réponse reçue, qui fut celle-ci : le gouvernement militaire faisait savoir qu'il était impossible d'avoir l'autorisation d'entrer en France pour un civil allemand, à part que celui-ci avait des parents en France qui étaient gravement malades, impossible aussi de faire le change de marks en francs...

LE JUGE. — J'ose demander à monsieur le Défenseur, avez-vous pensé à la possibilité qu'une personne de nationalité française se trouvant en France règle la chose pour vous ?

D<sup>r</sup> HEINTZELER. — Aussi cette question avait déjà été examinée, mais celle-ci a été interrompue par la question argent français, pour pouvoir payer un avocat français ou un représentant. Quand il s'agit d'envoyer des questionnaires, il est tout d'abord indispensable de connaître les adresses des témoins. Mais dans ce cas, où il s'agit presque seulement de travailleurs étrangers qui étaient occupés en Allemagne, le travail des défenseurs sera avant tout de rechercher les personnes voulues et leurs adresses. A ce moment-là seulement la possibilité de remplir des questionnaires sera donnée. »

Un mémoire plus général de l'avocat D<sup>r</sup> Muller-Torgow, remis le 1<sup>er</sup> mars 1948, signale toute l'étendue de ces difficultés et la gêne qui en résulte pour les débats :

« [...] En particulier, les voyages de défenseurs à l'étranger étaient une chose impossible. Dans le procès du Sud, une quantité de témoins se trouvaient en Grèce. Cependant, il fut impossible cette fois-ci de faire venir des témoins de la Grèce vu que l'autorisation avait été refusée par les autorités compétentes de Berlin, impossible aussi aux défenseurs de partir pour la Grèce et de rapporter des déclarations par foi de serment. De faire venir des témoins à Nuremberg était une chose absolument impossible. Donc impossible de pouvoir procurer des déclarations données par foi de ser-

ment de hautes personnalités grecques. Le tribunal avait pourtant la possibilité de donner l'autorisation de faire venir ces témoins ».

Dans le mémoire cité plus haut, le D<sup>r</sup> Aschenhauer précise :

« Les témoins internés dans la zone orientale ne pouvaient jamais être atteints par les défenseurs, mais quand le Ministère public en avait besoin, ils étaient toujours à disposition. Les internés dans la zone russe, il était impossible de les atteindre comme témoins. »

Même déclaration dans le plaidoyer du D<sup>r</sup> Seidl pour Dürrfeld, déjà nommé, au procès de l'I.G. Farben. Dans le passage que je cite, on pourra mesurer l'étendue des lacunes causées par ce système et le dommage qui en résulte pour la manifestation de la vérité :

« Les témoins ainsi que les preuves ne peuvent pas être transmis même de l'Autriche toute proche. De même, des témoins de la zone russe ne pouvaient venir à cause des mêmes difficultés. De ce fait, il est évident que les preuves concernant les anciens membres de la fabrique de la I.G., ne pouvaient être transmises qu'avec de grandes difficultés. Le voyage à l'étranger est une chose impossible pour le défenseur. Il y avait 25 000 personnes employées à cette fabrique. Pour beaucoup, même une déclaration était un danger personnel. Les témoins habitant l'étranger ou la zone russe ne pouvaient pas apparaître devant le tribunal. »

Les avocats allemands ne furent pas seuls à protester. Quand le D<sup>r</sup> Paget fut envoyé par des souscripteurs anglais pour collaborer à la défense du Maréchal von Manstein, il eut à faire les mêmes remarques, et ne se priva pas de les faire avec force. Je cite la plaidoirie du D<sup>r</sup> Paget d'après la publication qui vient d'en être faite par le D<sup>r</sup> Leverkühn, autre défenseur du Maréchal, sous le titre *Verteidigung Manstein*. La plaidoirie commence par ces remarques préliminaires :

« Les documents entassés dans l'énorme building du Pentagone à Washington ont été sélectionnés dans la mesure où ils étaient des documents à charge. Nous n'avons eu aucune possibilité — sans que l'accusation en soit nullement responsable — de trier. Aucune commission n'a jamais examiné ces documents au point de vue de savoir si certains d'entre eux étaient favorables à l'Allemagne ou aux accusés.



Nos témoins ont été intimidés l'un après l'autre. Ceux qui se trouvaient convoqués pour déposer dans des procès de crimes de guerre étaient arrêtés soudain sans aucun avertissement et apprenaient à leurs dépens que leurs propres dépositions, tant que témoins, pouvaient être utilisées contre eux devant des tribunaux alliés ou allemands. C'est ce qui s'est produit justement pour Manstein lui-même.

Faute de publicité dans la presse, nous ne sommes pas en mesure de trouver des témoins sur la question qui nous intéresserait.

Les deux tiers des lettres que nous avons reçues et qui pourraient constituer des témoignages sont anonymes et notre correspondant déclare : Je pourrais vous apporter des documents ou des informations, mais je n'ose pas vous faire connaître mon nom parce que j'ai des ennemis en Allemagne et des parents en zone russe. »

Toutes ces citations démontrent que les procès pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité n'ont pas permis de faire la lumière sur le système concentrationnaire allemand, bien au contraire. Seuls les témoins à charge sont venus déposer. Les témoins à décharge, quant à eux, n'ont pu se faire entendre pour de multiples raisons.

Or, ce qui est très grave, c'est qu'aujourd'hui, les historiens se fondent sur ces procès, comme s'ils avaient été justes, ce qui est manifestement faux. Depuis cinquante ans, on nous cite les mêmes dépositions à charge, on nous montre les mêmes photos — Bergen-Belsen, Buchenwald, Ravensbrück — soigneusement sélectionnés, sans nous dire qu'il en existe d'autres, de nombreuses autres, qui montrent une réalité différente.

Et si, par hasard, on exhibe cette documentation qui contredit la propagande des vainqueurs, on assiste à une levée de boucliers, à un concert d'indignations : « Insupportable insulte à la mémoire des victimes ; apologie du crime, tentative de réhabilitation du nazisme » nous lance-t-on.

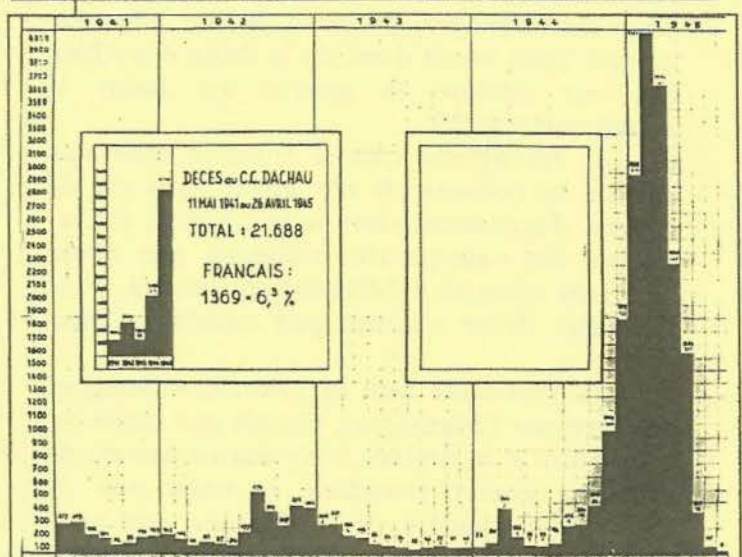
Or, en montrant ces clichés et en citant des témoignages à décharge, notre objectif n'est pas de prétendre que les camps de concentrations allemands étaient des petits paradis. Non, notre objectif est de démontrer que la réalité est beaucoup plus complexe qu'on le dit. Cette vérité, c'est notre devoir de la dire :

**Le système concentrationnaire national-socialiste tel qu'il a existé pendant la guerre n'a pas eu pour objectif l'exterminer des déportés politiques ou raciaux, mais de les faire contribuer de force à l'effort de guerre allemand en les faisant travailler pour le Reich. Les camps fournissaient une main-d'œuvre abondante aux industries et aux chantiers environnants.**

La vie des internés était dure, parfois même très dure (comme au camp de Dora où les prisonniers creusaient un immense tunnel dans la pénombre et la poussière...) mais jusque vers la fin 1944, on peut affirmer que les camps restèrent bien organisés. Les détenus n'étaient nullement affamés (les rations alimentaires étaient suffisantes ou juste suffisantes), correctement vêtus ; les conditions d'hygiène étaient satisfaisantes.

Tout changea dans les derniers mois de la guerre, lorsque, suite à l'évacuation des camps de l'Est, certains camps de l'Ouest se trouvèrent surpeuplés. Il en résulta, dans ces lieux, une baisse catastrophique des rations alimentaires, une dégradation de l'état sanitaire et l'apparition d'épidémies qui, ne pouvant être combattues faute de moyens, décimèrent les détenus.

↓ Diagramme montrant le nombre de morts mensuel à Dachau de mai 1941 à août 1945. Établi en 1945 par le Ministère des Anciens Combattants mais jamais utilisé (d'où le second cartouche vide), ce document a finalement été publié par les révisionnistes en 1990 (voy. *Revue d'Histoire Révisionniste*, n° 2, août 1990, p. 151). On voit nettement que tout s'est dégradé à partir de fin 1944, avec l'effroyable augmentation de la mortalité. De 1933 à 1945, sur les 206 206 détenus internés à Dachau, 32 000 environ sont morts, soit moins de 16 %. De façon évidente, Dachau n'était pas un « camp de la mort ».





D'autres lieux de détention, toutefois, restèrent bien organisés jusqu'à la fin, et ce sont des prisonniers en bonne santé qui furent libérés.

Parmi les clichés pris à la libération des camps, seuls furent diffusés ceux qui montraient des situations dramatiques, avec des déportés squelettiques mourant du typhus. Les autres, ceux qui montraient des détenus en bonne santé restèrent dans les cartons.

Les vainqueurs s'en servirent pour prétendre que le système concentrationnaire allemand avait été une gigantesque usine de mort où les détenus étaient assassinés soit rapidement, soit à petit feu. En vérité, les déportés squelettiques montrés à la libération, vivants ou déjà morts, à l'extérieur ou entassés sur des lits, étaient les victimes non de la « barbarie allemande », mais de l'effondrement de l'Allemagne au terme d'une guerre perdue. Telle est la réalité, incontestable pour toute personne objective. Cinquante ans après la capitulation du III<sup>e</sup> Reich, nous n'avons plus le droit d'accuser l'Allemagne d'un gigantesque crime qu'elle n'a pas commis.

**H. V.** — Peut-être, mais on vous répondra que rien de cela ne serait arrivé si les Allemands n'avaient pas créé les camps.

**V. R.** — C'est un exemple typique d'argument absurde, car si on l'invoque, il faut avoir le courage de poursuivre le raisonnement, et c'est ainsi qu'on arrive à Adam et Eve. Certes, si les Allemands n'avaient pas créé les camps de travail, rien de tout cela ne serait arrivé. Mais je répondrai que s'il n'y avait pas eu de conflit, les Allemands n'auraient pas eu à déporter des centaines de milliers d'étrangers pour les employer, de force, à leur effort de guerre. Tout serait donc de la faute des Alliés qui ont déclaré la guerre au Reich le 3 septembre 1939.

On me rétorquera que si Hitler n'avait pas envahi la Pologne, il n'y aurait pas eu de guerre. J'opposerai alors le fait que si, à Versailles, les vainqueurs n'avaient pas brusquement arraché à l'Allemagne Dantzig, et le Corridor, Hitler n'aurait pas envahi la Pologne.

On me répondra que si l'Autriche-Hongrie, poussée par l'Allemagne, n'avait pas lancé un ultimatum à la Serbie, il n'y aurait pas eu de première guerre mondiale et donc pas de Traité de Versailles. Je rétorquerai que si la Serbie n'avait pas fomenté l'attentat de Sara-

jevo, il n'y aurait pas eu d'ultimatum autrichien.

Etc, etc.

On remonte ainsi jusqu'aux premiers âges de l'humanité et on termine en se disant que si Dieu n'avait pas créé l'homme, rien de tout cela ne serait arrivé.

Non, il faut avoir le courage de regarder la réalité en face et de ne pas se perdre dans des arguties stériles. La réalité, c'est que depuis cinquante ans, on nous trompe sur le système concentrationnaire national-socialiste en ne nous citant que des témoignages défavorables et en ne nous montrant que des clichés soigneusement sélectionnés. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus ignorer que d'autres documents existent, qui démontrent que la réalité concentrationnaire était très complexe et qui permettent de réfuter les thèses manichéennes et simplistes véhiculées depuis 1945.

**H. V.** — Pourtant, les historiens affirment que dans les camps, des millions de personnes sont mortes. Cela n'aurait pas été possible sans une politique concertée d'extermination.

**V. R.** — Certes, si l'on nous apportait la preuve irréfutable que des millions de personnes étaient mortes dans les camps, il n'y aurait plus de questions à se poser et mon argumentation serait inepte. Cependant, cette preuve, on ne l'a pas, bien au contraire. De nos jours, plus personne ne peut contester qu'en 1945, dans leur souci d'appuyer la thèse selon laquelle les camps avaient été de gigantesques usines de mort, les vainqueurs ont donné des estimations délirantes. Ils prétendaient par exemple qu'à Auschwitz et à Lublin-Maïdanek respectivement 4 millions et 1,5 million de personnes avaient été exterminées (*TMI*, I, 50). C'était en 1945, depuis, les chiffres d'Auschwitz ont été officiellement divisés par 4 — nous en sommes à 1 million — et ceux de Maïdanek par ... 30 — nous en sommes à 50 000<sup>33</sup>. Là, donc, où les vainqueurs prétendaient qu'il y avait eu 5,5 millions de morts, on admet aujourd'hui qu'il y en a eu environ 1,05 million ... en attendant de nouvelles révisions à la baisse.

Par conséquent, méfions-nous des chiffres qui ont été et qui sont encore avancés. Il sont manifestement exagérés. Par exemple, on

<sup>33</sup> Voy. Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe* (Éd. Fayard, 1989), p. 1045.



nous parle encore de 5,1 millions de Juifs qui auraient été exterminés par les nationaux-socialistes. Or, en 1983, le statisticien américain, W. Sanning, a fait paraître un ouvrage dans lequel il conclut que 1,1 million de Juifs ont disparu pendant la seconde guerre mondiale. Sur ce nombre, 300 000 sont morts de façon « non élucidée » entre les mains des Allemands, les autres ayant succombé soit de mort naturelle, soit dans des combats, soit lors des bombardements, soit dans des prisons soviétiques, soit massacrés dans des pogroms commis à l'Est par des non-Allemands...<sup>34</sup> A ce jour, personne n'a pu répondre de façon convaincante à son livre. A supposer que ces 300 000 victimes mortes sans qu'on sache comment aient été tuées par les Allemands — ce qui n'est pas démontré — on passerait de 5,1 millions à ... 0,3 million.

J'ajoute que pour la totalité des camps allemands, les décès nominalelement enregistrés à la Croix-Rouge se montent à 289 597. Bien que certaines sources aillent jusqu'à parler de 450 000 décès<sup>35</sup>, nous sommes loin des « six millions » et autres chiffres délirants avancés depuis 1945.

**H. V.** — Toutefois, même s'il n'y a eu « que » 300 ou 450 000 morts dans les camps, c'est quand même 300 ou 450 000 de trop.

**V. R.** — Naturellement. Mais là encore, c'est tout mélanger. Je ne conteste pas que, dans les camps, il y ait eu des mauvais traitements et des meurtres de détenus, le témoignage à Nuremberg du juge SS K. Morgen est là pour le confirmer. Mais il ne faut pas confondre mauvais traitements et meurtres commis par des individus isolés, sans lien entre eux, et politique systématique d'assassinat ordonnée en haut lieu.

On accuse les Allemands d'avoir, dans les camps, planifié la mort des détenus soit par les gaz, soit par les mauvais traitements (travail épuisant, coups, sous-alimentation, absence de soins médicaux). C'est cette accusation qui est en discussion, et elle seule. Pour ma part, je réponds : c'est faux. Cette politi-

que systématique d'assassinat n'a jamais été mise en œuvre. En revanche, je ne conteste pas que des crimes isolés aient été commis ça et là — c'est inévitable dans toute société — et qu'à la fin de la guerre, des dizaines de milliers de détenus soient morts parce que les autorités des camps ne pouvaient plus les nourrir et les soigner. Cette situation a sans doute entraîné la mort de plusieurs centaines de milliers de détenus. Mais, je le répète, on ne saurait les attribuer à une prétendue volonté allemande d'extermination. Agir ainsi, c'est comme si, demain, j'attribuais au gouvernement français les victimes des incendies en disant : « Vous avez ordonné aux pompiers de ne pas les retirer des flammes ».

**H. V.** — Dans ce cas, pourquoi avoir construit des fours crématoires ?

**V. R.** — Les crématoires dans les camps allemands ont remplacé, dans l'esprit des gens, le « grand méchant loup » des contes de fées. Le « grand méchant loup » était censé engloutir, dans sa gueule immense, tous les petits enfants. De nos jours, le grand public s'imagina les fours crématoires allemands sous la forme de gigantesques brasiers dans lesquels des milliers d'internés pouvaient être enfournés chaque jour. C'est une erreur et pour s'en apercevoir, il suffit d'interroger les responsables des crématoires modernes ; ils vous répondront les fours actuels ne peuvent brûler plus six cadavres en huit heures d'activité journalière<sup>36</sup>. Assurément, les Allemands ne pouvaient faire « mieux ».

Le four crématoire n'est donc nullement un appareil qui pourrait servir lors de massacres de masse. Lorsqu'on veut faire disparaître des centaines voire des milliers de corps, on procède comme les Soviétiques à Katyn : on les enterre dans des fosses communes.

En vérité, si les grands camps étaient pourvus de crématoires, c'était pour des raisons d'hygiène : lorsque, notamment, des épidémies éclataient, mieux valait éviter les nouveaux foyers d'infection en brûlant les cadavres plutôt qu'en les enterrant.

Enfin, je rappelle que tous les déportés décédés ne furent pas passés par les crématoires. A la Baubrigade 12, par exemple, qui dépendait du camp de Sachsenhausen, les détenus

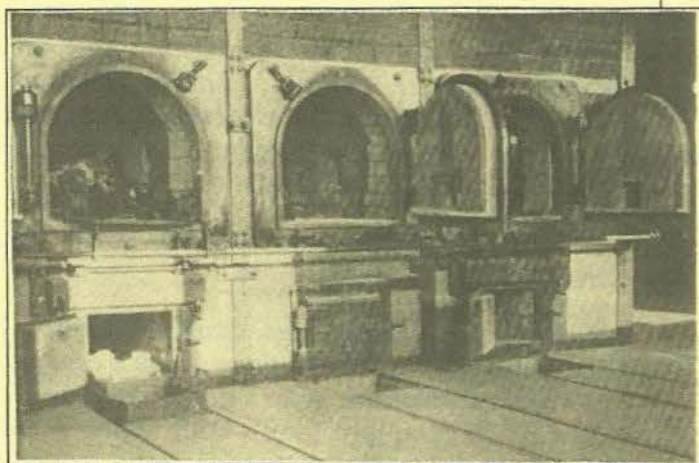
<sup>34</sup> Voy. *The Dissolution of the Eastern European Jewry* (Institute for Historical Review, 1983). Une étude de ce livre rédigée par Germar Rudolf est parue en français sous le titre : *Combien de Juifs ont effectivement disparu ?* (Éd. du VHO, 1997).

<sup>35</sup> Voy. Germar Rudolf, *Combien de Juifs ont-ils effectivement disparu ?* op. cit., pp. 73-74.

<sup>36</sup> Chiffre communiqué à Robert Faurisson par le directeur du crématoire du cimetière du Père Lachaise (Paris) lors d'une conversation téléphonique en août 1999.



décédés furent enterrés dans le village voisin de Bretzenheim ; les morts de Poppenbuettel, commando du camp de Neuengamme, furent enterrés à Bergstedt ; ceux de Kaltenkirchen, un autre commando de Neuengamme, furent inhumés dans un bois proche du village de Nuetzen ; ceux de Ladelund, un troisième commando de Neuengamme, dans le cimetière du village.



↑ Fours crématoires du camp de Buchenwald. Ce cliché impressionne car il laisse croire que des centaines de détenus étaient chaque jour tués et brûlés dans le camp. Or, en marche normale, ces trois fours ne pouvaient guère brûler plus d'une dizaine de corps par jour. Ce fait explique pourquoi, lors des grandes épidémies qui survinrent dans les camps à partir de la fin-1944, les corps des détenus morts de maladie ne purent être tous incinérés. Il n'est donc pas étonnant qu'à la libération des camps, les Alliés aient trouvé de centaines (voire des milliers) de cadavres entassés.

**Non, vraiment, tout prouve aujourd'hui que les camps de concentration allemands n'ont pas été des gigantesques usines de mort.**

#### BIBLIOGRAPHIE

Bardèche (Maurice) : *Nuremberg II ou Les Faux Monnayeurs* (Éd. des Sept Couleurs, 1950, 277 p.)

Birin (Frère) : *16 Mois de Bagne. Buchenwald-Dora* (Éd. R. Dautelle, Épernay, 1947, 141 p.)

Birnbaum (Suzanne) : *Une Juive Française est Revenue* (Éd. du Livre Français, sans date [1945]).

Buechner (col. Howard A.) *Dachau. The Hour of the Avenger* (Thunderbird Press, Inc., Metairie, Louisiane, 1986, 160 p.)

Faurisson (Robert) : *Écrits révisionnistes* (4 tomes, auto-édités, 1999)

Fest (Joachim) Hitler, tome 2 : « Le Führer » (Éd. Gallimard, 1973, 547 p.).

Garlinski (Jozef) : *Volontaire pour Auschwitz. La résistance organisée à l'intérieur du camp* (Éd. Elsevier, Paris & Bruxelles, 1976, 311 p.)

Hemmendinger (Judith) : *Les Enfants de Buchenwald. Que sont devenus les 1 000 enfants juifs sauvés en 1945 ?* (Éd. Pierre-Marcel Favre, Lausanne, 1984, 206 p.)

Hilberg (Raul) : *La Destruction des Juifs d'Europe* (Éd. Fayard, Paris, 1989, 1 099 p.)

Klein (Charles) : *Pie XII face aux nazis* (Éd. SOS, Paris, 1975, 250 p.)

Pélissier (Jean) : « Crimes Hitlériens », *Camps de la Mort* (Éd. Mellottée, Châteaurox, 1945, 148 p.)

Picard (Marcel) : *J'étais un correspondant de guerre* (Éd. Janicot, 1946, 253 p.)

Porter (Carlos W.) : *Made in Russia. The Holocaust* (Historical Review Press, 1988, 415 p.)

Rogerie (André) : *Vivre c'est Vaincre* (Héroult Éditions, Maulévrier, 1990, 105 p.)

Rudolf (Germar) : *Combien de Juifs ont-ils effectivement disparus ?* (Éd. du VHO, Berchem, 1997, 83 p.)

de la Souchère (Éléna) : *Le Racisme en 1 000 Images* (Éd. Pont Royal, Paris)

*Le Choc. 1945. La presse révèle l'enfer des camps nazis* (Éd. de la FNDIRP, 1985, 151 p.)

*L'Impossible Oubli. La déportation dans les camps nazis* (Éd. de la FNDIRP, 1989, 96 p.)

*Revue d'Histoire Révisionniste* (dirigée par Henri Roques, Colombes)

TMI. Volumes du « grand procès » de Nuremberg. 1945-1946

*Laws Reports of Trials of War Criminals* (London, Majesty's Stationery Office, 1947), vol. II : « The Belsen Trial ».



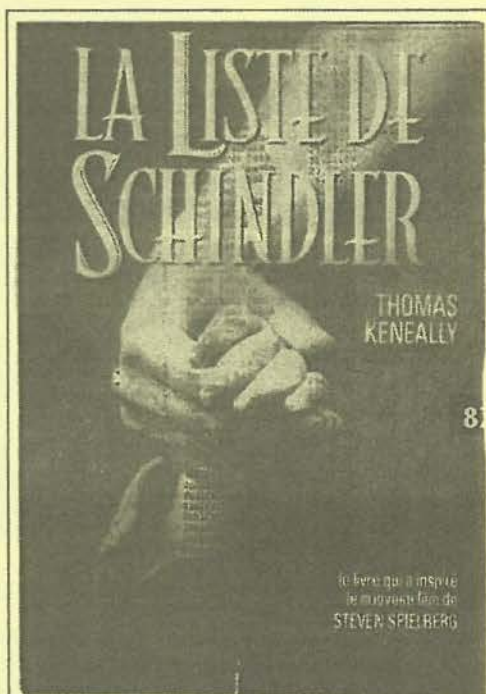
## La Liste de Schindler

### Ce que Steven Spielberg a caché à propos du camp de Plaszow

Le film de S. Spielberg intitulé : *La Liste de Schindler* est censé se passer au camp de Plaszow. Ce camp était-il destiné à l'élimination des déportés par le travail, la faim et les mauvais traitements ?

Ces quelques clichés pris alors que le camp fonctionnaient nous persuadent du contraire. Naturellement, S. Spielberg a caché toutes ces réalités.

La couverture du livre de Thomas Keneally : *La Liste de Schindler*, réédité après sa mise à l'écran par le metteur en scène. S. Spielberg.



↖ 1943 : Chaque jour, des pains de seigle en grand nombre étaient apportés de la cuisine du camp aux barques des détenus.

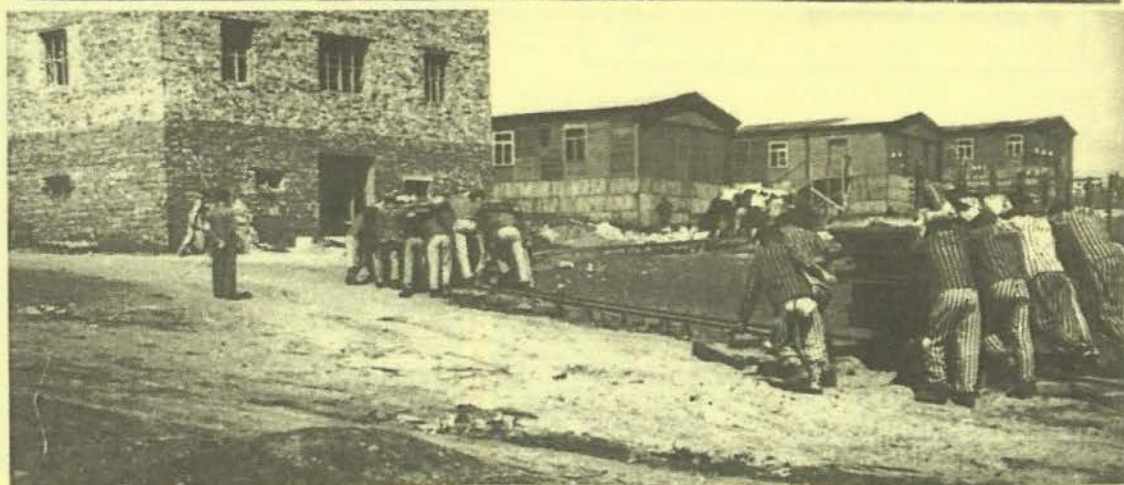


↖ Une charrette livre le repas dans les baraquements. Cinq fois par semaine, de la viande hachée figurait au menu.





← Des détenus (que l'on peut voir des environs) partent au travail d'un bon pas, accompagnés de gardiens qui ne sont même pas armés.



← Des détenus au travail. Tous sont en bonne santé et bien habillés. Aucun ne semble au seuil de la mort par épuisement. Les gardiens ne les battent pas. Sur le cliché du bas, quatre détenus au premier plan apportent la soupe.





**Un document officiel belge apporte la preuve que de, 1942 à 1945,  
les déportés dans les camps contribuaient à l'effort de guerre allemand**

Quelques extraits du Catalogue Alphabétique des camps de concentration et de travaux forcés assimilés et de leurs commandos et sous commandos ayant existé en Allemagne pendant la guerre 1940-1945 (édité par Le Royaume de Belgique. Ministère de la Santé Publique et de la Famille. Direction : Recherches-Documentation et Décès).

F I O S S E N B U E R G

Krs. Neustadt a.d.  
Waldnaab.

Zone Américaine

N.50/P.33

Camp de concentration.

Le C.C. Flossenbuerg procura de la main-d'oeuvre à l'industrie de l'armement de l'Allemagne centrale, dans une région située entre les territoires de Natzweller Buchenwald, Gross-Roser et Pachau et comprenant dans les grandes lignes les districts bavarois de la Basse, haute et Moyenne-Franconie, du Haut Palatinat et de Basse-Bavière, l'ancien pays de Saxe (sauf Lausitz) et la partie N.O. de la Tchécoslovaquie. Le C.C. de Flossenbuerg fut établi en mai 1938 et devait servir de pénitencier. Les premiers détenus qui y furent internés étaient des criminels civils allemands.

257.-

Le nombre de prisonniers enregistrés atteignit 139.000 en avril 1945.

Les prisonniers dont les papiers de transfert portaient un cachet "Kugel" (balle) furent exécutés dès leur arrivée. Leurs noms ne furent pas inscrits dans le registre des prisonniers. Si, par erreur ils y figurèrent, ils furent barrés et les numéros matricules donnés à d'autres prisonniers.

Donc un nombre estimé à 25.000 prisonniers n'appert point dans les registres ou livres de décès du C.C.

Mauthausen levait fournir de la main-d'oeuvre à l'industrie d'armement du territoire couvrant les anciens districts de Vienne, Niederdonau, Oberdonau, Steiermark, Kaernten du "Ostmark" et, en Bavière les environs de Passau.

Mauthausen fut libéré le 6.5.45 par l'armée américaine.

En général, les Cdos. de Mauthausen se trouvaient sous le commandement d'un officier et les sous-Cdos. sous le commandement d'un sous-officier.

Commandos de Mauthausen :

- Amstetten



D A C H A U

Krs Dachau

zone américaine M.49/Y.76

Camp de concentration.

L'un des premiers C.C. établi par les Nazis.

Au cours de la 2ème guerre mondiale son but principal était de fournir de la main-d'oeuvre aux industries d'armement situées en Autriche dans les territoires du "Gau Salzburg" du Tyrol et du Vorarlberg. En Bavière dans les districts de la Haute-Bavière et de Souabe.

En Wurtemberg et Bade dans les parties limitrophes du Iao de Comstance. Etabli le 10.3.33 à l'époque où conséquemment à la "Verordnung des Reichspräsidenten zum Schutz von Volk und Staat" (Ordonnance du Président du Reich visant à protéger le peuple et l'Etat).

En date du 28.2.33, on emprisonna des politiciens allemands.

17-18 novembre 33

65.-

BUCH

Voir GOLLESCHAU.

BUCHENWALD

Camp de concentration.

Krs. Weimar

zone russe

N.52/J.47

Situé à 5 milles au N.-N.O. de Weimar.

La gare était situé à Schoendorf.

Signalé la première fois le 15.7.1937 sous le nom de C.C. Ettersberg lorsqu'un transport de 150 prisonniers venant de Sachsenhausen y fut transféré.

Le 29.7.1939 la dénomination officielle du camp devint : C.C. Buchenwald.

Le but principal du camp était de procurer de la main-d'oeuvre destinée à l'industrie de l'armement de l'Allemagne Centrale dans le territoire approximativement délimité par les localités suivantes :

Dernau/Ahr.

K. 51/F.41

I8.-

Le camp principal fut libéré le 27.I.1945.

Les prisonniers immatriculés furent mis au travail forcé dans le camp d'Auschwitz ou bien dans les "Aussenkdo".

(Source : P.W.C.B.).

Auschwitz fournit la main-d'oeuvre aux industries situées dans le territoire couvrant la partie de l'ancienne Sudetengau à l'est de Friedland, la partie de l'ancienne Oberschlesien au sud de la ligne de Neustadt i.o. - Blechhammer et la partie de la Pologne se trouvant au sud de la ligne Stara Kuznica-Trzebinia/Krak.

Commandos d'Auschwitz :

A) Auschwitz I. :

hrek